



CANADA

TABLE DES MATIÈRES

TREATY SERIES 1985 No. 47 RECUEIL DES TRAITÉS

ENJAGEMENTS RELATIFS À L'ÉCHANGE
DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Article 1. Engagements généraux

ECONOMIC CO-OPERATION

Code of Liberalisation of Capital Movements (with Annexes)

Done at Paris, December 12, 1961

Accession by Canada July 18, 1985 (with reservations)

In force for Canada July 18, 1985

Article 11. Notification des engagements à communiquer par les
Membres

12. Notification des dérogations prévues à l'article 7

13. Notification des dérogations prévues à l'article 7. Membres

14. Examen des dérogations prévues à l'article 7. Membres

15. Examen des dérogations prévues à l'article 7. Membres

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Code de la Libération des Mouvements de Capitaux (avec Annexes)

Fait à Paris, le 12 décembre 1961

Adhésion du Canada le 18 juillet 1985 (avec réserves)

En vigueur pour le Canada le 18 juillet 1985

Article 18. Comité des Mouvements de Capitaux et des Transac-

19. Comité des Mouvements de Capitaux et des Transac-

20. Comité des Paiements

43 263 615
b 2441809

43 263 614
b 2441792



ECONOMIC CO-OPERATION

Code of Liberalization of Capital Movements (with Annexes)

Done at Paris, December 12, 1961

Accession by Canada July 18, 1985 (with reservations)

In force for Canada July 18, 1985

COOPÉRATION ÉCONOMIQUE

Code de la Libération des Mouvements de Capitaux (avec Annexes)

Fait à Paris, le 12 décembre 1961

Adhésion du Canada le 18 juillet 1985 (avec réserves)

En vigueur pour le Canada le 18 juillet 1985

TABLE DES MATIÈRES

1985 N° 47

PRÉAMBULE

Titre I

ENGAGEMENTS RELATIFS A LA LIBÉRATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

- Article 1. Engagements généraux
2. Mesures de libéralisation
3. Ordre et sécurité publics
4. Obligations résultant d'accords multilatéraux en vigueur
sur le plan international
5. Contrôles et formalités
6. Exécution des transferts
7. Clauses de dérogation
8. Bénéfice des mesures de libération
9. Non-discrimination
10. Exceptions au principe de non-discrimination. Régimes
monétaires ou douaniers particuliers

Titre II

PROCÉDURE

- Article 11. Notification et renseignements à communiquer par les
Membres
12. Notification et examen des réserves formulées au titre de
l'Article 2 (b)
13. Notification et examen des dérogations prévues à l'arti-
cle 7
14. Examen des dérogations prévues à l'article 7. Membres
en voie de développement économique
15. Rapport et examen spéciaux relatifs aux dérogations
prévues à l'article 7
16. Recours à l'Organisation. Dispositions intérieures
17. Recours à l'Organisation. Maintien, introduction, réin-
troduction de restrictions

Titre III

MANDATS

- Article 18. Comité des Mouvements de Capitaux et des Transac-
tions Invisibles. Tâches générales
19. Comité des Mouvements de Capitaux et des Transac-
tions Invisibles. Autres tâches
20. Comité des Paiements

TABLE DES MATIÈRES

PREAMBULE

Titre I

ENGAGEMENTS RELATIFS A LA LIBERATION DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Article	1	Engagements généraux
	2	Mesures de libération
	3	Ordre et sécurité publics
	4	Obligations résultant d'accords multilatéraux en vigueur sur le plan international
	5	Contrôles et formalités
	6	Exécution des transferts
	7	Charges de dérogation
	8	Bénéfice des mesures de libération
	9	Non-discrimination
	10	Exceptions au principe de non-discrimination. Régimes monétaires ou douaniers particuliers

Titre II

PROCEDURE

Article	11	Notification et renseignements à communiquer par les Membres
	12	Notification et examen des réserves formulées au titre de l'Article 1 (b)
	13	Notification et examen des dérogations prévues à l'Article 7
	14	Examen des dérogations prévues à l'Article 7. Membres en voie de développement économique
	15	Rapport et examen spéciaux relatifs aux dérogations prévues à l'Article 7
	16	Recours à l'Organisation. Dispositions relatives
	17	Recours à l'Organisation. Maintien, introduction, rétroaction de restrictions

Titre III

MANDATS

Article	18	Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles. Tâches générales
	19	Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles. Autres tâches
	20	Comité des Paiements

Titre IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Article 21. Définitions
22. Titre de la Décision
23. Retrait

Annexe A

Listes de Libération des Mouvements de Capitaux

Liste A.....

Liste B.....

Extrait de l'Annexe B

Réserves canadiennes au Code de la Libération des
Mouvements de Capitaux et notes sur les voies à
utiliser pour les paiements.....

Annexe C

Décision du Conseil concernant l'application des
dispositions du Code de la Libération des
Mouvements de Capitaux aux mesures prises par
des Etats des Etats-Unis.....
Non reproduite dans le présent ouvrage.....

Annexe D

Liste générale des mouvements internationaux de
capitaux et de certaines opérations connexes...

Annexe E

Décision du Conseil concernant les mesures et
pratiques qui font intervenir une notion de
réciprocité et/ou discriminent entre les divers
pays Membres de l'OCDE dans le domaine de
l'investissement direct de l'étranger et de
l'établissement.....
Non reproduite dans le présent ouvrage.....

Titre IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21	Définitions
22	Titre de la Décision
23	Rétail

Annexe A

Listes de libération des mouvements de capitaux
Liste A
Liste B

Extrait de l'Annexe B

Réserve canadienne au Code de la libération des
Mouvements de capitaux et notes sur les voies à
utiliser pour les paiements.....

Annexe C

Décision du Conseil concernant l'application des
dispositions du Code de la libération des
Mouvements de capitaux aux mesures prises par
des États des États-Unis.....
Non reproduites dans le présent ouvrage.....

Annexe D

Liste générale des mouvements internationaux de
capitaux et de certaines opérations connexes...

Annexe E

Décision du Conseil concernant les mesures et
pratiques qui font intervenir une notion de
réciprocité et/ou discriminant entre les divers
pays Membres de l'OCDE dans le domaine de
l'investissement direct de l'étranger et de
l'établissement.....
Non reproduites dans le présent ouvrage.....

TITRE I

ENGAGEMENTS RELATIFS A LA LIBÉRATION
DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Article 1

ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX

- a. Les Membres supprimeront progressivement entre eux, conformément aux dispositions de l'article 2, les restrictions aux mouvements de capitaux dans la mesure nécessaire à une coopération économique efficace. Les mesures destinées à abolir ces restrictions sont appelées ci-dessous « mesures de libération ».
- b. Les Membres s'efforceront en particulier :
- i) de traiter de la même manière tous les avoirs appartenant à des non-résidents sans tenir compte de la date de leur constitution ;
 - ii) de permettre la liquidation de tous les avoirs appartenant à des non-résidents et d'autoriser le transfert de ces avoirs ou du produit de leur liquidation.
- c. Les Membres devraient s'efforcer de leur mieux d'assurer que les mesures de libération des mouvements de capitaux soient appliquées dans leurs territoires d'outre-mer.
- d. Les Membres s'efforceront d'étendre les mesures de libération à tous les Membres du Fonds Monétaire International.
- e. Les Membres s'efforceront de n'introduire aucune nouvelle restriction de change affectant les mouvements de capitaux ou l'emploi de fonds appartenant à des non-résidents et s'efforceront de ne pas rendre plus restrictives les réglementations existantes.

Article 2

MESURES DE LIBÉRATION

- a. Sous réserve des dispositions du paragraphe (b) (iv), les Membres accorderont toute autorisation requise pour la conclusion ou l'exécution des transactions et pour les transferts visés à une rubrique de la Liste A ou de la Liste B de l'Annexe A au présent Code.

TITRE I

ENGAGEMENTS RELATIFS A LA LIBERATION
DES MOUVEMENTS DE CAPITAUXArticle 1
ENGAGEMENTS GÉNÉRAUX

- a. Les Membres s'efforceront progressivement entre eux, conformément aux dispositions de l'article 2, les restrictions aux mouvements de capitaux dans la mesure nécessaire à une coopération économique efficace. Les mesures destinées à abolir ces restrictions sont appelées ci-dessous « mesures de libération ».
- b. Les Membres s'efforceront en particulier :
- i) de traiter de la même manière tous les avoirs appartenant à des non-résidents sans tenir compte de la date de leur constitution ;
 - ii) de permettre la libération de tous les avoirs appartenant à des non-résidents et d'autoriser le transfert de ces avoirs ou du produit de leur libération.
- c. Les Membres devraient s'efforcer de leur mieux d'assurer que les mesures de libération des mouvements de capitaux soient appliquées dans leurs territoires d'outre-mer.
- d. Les Membres s'efforceront d'éliminer les mesures de libération à tous les Membres du Fonds Monétaire International.
- e. Les Membres s'efforceront de n'introduire aucune nouvelle restriction de change affectant les mouvements de capitaux ou l'emploi de fonds appartenant à des non-résidents et s'efforceront de ne pas rendre plus restrictives les réglementations existantes.

Article 2
MESURES DE LIBERATION

- a. Sous réserve des dispositions du paragraphe (b) (ii), les Membres accorderont toute autorisation requise pour la conclusion ou l'exécution des transactions et pour les transferts visés à une rubrique de la Liste A ou de la Liste B de l'Annexe A au présent Code.

b. Un Membre peut formuler des réserves relatives aux obligations résultant du paragraphe (a) :

- i) lorsqu'une rubrique est insérée dans la Liste A de l'Annexe A au présent Code ;
- ii) lors de l'extension des obligations afférentes à une rubrique de ladite Liste ;
- iii) lorsque les obligations afférentes à ladite rubrique commencent d'être applicables à ce Membre ;
- iv) à tout moment, quand il s'agit d'une rubrique de la Liste B.

Les réserves seront consignées dans l'Annexe B au présent Code.

c. L'autorisation de transfert du produit de la liquidation d'avoirs appartenant à des non-résidents s'étend à toute plus-value du capital initial.

d. Chaque fois qu'aux termes de règlements ou d'une convention internationale en vigueur, il est permis d'effectuer des prêts entre résidents de Membres différents, par un moyen autre que l'émission de titres nationaux négociables ou l'utilisation, dans le pays où réside l'emprunteur, de fonds dont le transfert est limité, l'obligation de remboursement peut être prévue ou garantie dans la monnaie de l'un ou l'autre des Membres intéressés.

Article 3

ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

Les dispositions du présent Code n'empêchent pas un Membre de prendre les mesures qu'il estime nécessaires :

- i) au maintien de l'ordre public ou à la protection de la santé, de la moralité et de la sécurité publiques ;
- ii) à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité ;
- iii) à l'exécution de ses obligations concernant la paix et la sécurité internationales.

Article 4

OBLIGATIONS RÉSULTANT D'ACCORDS MULTILATÉRAUX EN VIGUEUR SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Aucune disposition du présent Code ne doit être considérée comme modifiant les obligations assumées par un Membre en tant que signataire des articles de l'Accord relatif au Fonds Monétaire International ou de tout autre accord multilatéral en vigueur sur le plan international.

Article 5

CONTRÔLE ET FORMALITÉS

a. Les mesures de libération prévues dans le présent Code ne limitent pas les droits des Membres de vérifier la réalité des transactions ou des transferts,

- d. Un Membre peut formuler des réserves relatives aux obligations résultant du paragraphe (a) :
 - i) lorsque une rubrique est insérée dans la Liste A de l'Annexe A au présent Code ;
 - ii) lors de l'extension des obligations affectées à une rubrique de ladite Liste ;
 - iii) lorsque les obligations affectées à ladite rubrique commencent d'être applicables à ce Membre ;
 - iv) à tout moment, quand il s'agit d'une rubrique de la Liste B.

Les réserves seront consignées dans l'Annexe B au présent Code.

c. L'autorisation de transfert du produit de la liquidation d'avoirs appartenant à des non-résidents s'étend à toute plus-value du capital initial.

d. Chaque fois qu'aux termes de règlements ou d'une convention internationale en vigueur, il est permis d'effectuer des prêts entre résidents de Membres différents par un moyen autre que l'émission de titres nationaux négociables ou l'utilisation, dans le pays où réside l'emprunteur, de fonds dont le transfert est limité, l'obligation de remboursement peut être prévue ou garantie dans la monnaie de l'un ou l'autre des Membres intéressés.

Article 3
ORDRE ET SÉCURITÉ PUBLICS

- Les dispositions du présent Code n'empêchent pas un Membre de prendre les mesures qu'il estime nécessaires :
- i) au maintien de l'ordre public ou à la protection de la santé, de la moralité et de la sécurité publiques ;
 - ii) à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité ;
 - iii) à l'exécution de ses obligations concernant la paix et la sécurité internationales.

Article 4
OBLIGATIONS RESULTANT D'ACCORDS MULTILATÉRAUX EN VIGUEUR SUR LE PLAN INTERNATIONAL

Aucune disposition du présent Code ne doit être considérée comme modifiant les obligations assumées par un Membre en tant que signataire des articles de l'Accord relatif au Fonds Monétaire International ou de tout autre accord multilatéral en vigueur sur le plan international.

Article 5
CONTRÔLE ET FORMALITÉS

a. Les mesures de restriction prévues dans le présent Code ne limitent pas les droits des Membres de vérifier la réalité des transactions ou des investissements.

ni de prendre toutes mesures utiles pour faire échec aux infractions à leurs lois et réglementations.

b. Les Membres simplifieront dans toute la mesure du possible les formalités d'autorisation ou de contrôle applicables aux transactions et transferts et, le cas échéant, se concerteront en vue de cette simplification.

Article 6

EXÉCUTION DES TRANSFERTS

Un Membre sera censé avoir rempli ses obligations en ce qui concerne les transferts lorsqu'un transfert pourra être effectué :

- i) entre les personnes habilitées, respectivement par la réglementation des changes de l'Etat de provenance et de l'Etat de destination du transfert, à l'effectuer ou à en bénéficier ;
- ii) conformément aux accords en vigueur à l'époque où le transfert doit être effectué ; et
- iii) conformément au régime monétaire en vigueur entre l'Etat de provenance et l'Etat de destination.

Article 7

CLAUSES DE DÉROGATION

a. Si sa situation économique et financière le justifie, tout Membre peut ne pas prendre intégralement les mesures de libération prévues à l'article 2 (a).

b. Si les mesures de libération prises ou maintenues conformément aux dispositions de l'article 2 (a) provoquent de graves troubles économiques ou financiers dans un Etat Membre, celui-ci peut revenir sur lesdites mesures.

c. Si la balance globale des paiements d'un Membre évolue défavorablement à une cadence et dans des circonstances, notamment l'état de ses réserves monétaires, qui lui paraissent dangereuses, ce Membre peut suspendre, à titre conservatoire, l'application des mesures de libération prises ou maintenues conformément aux dispositions de l'article 2 (a).

d. Cependant, tout Membre qui invoque les dispositions du paragraphe (c) s'efforcera d'assurer que les mesures de libération prises par lui :

- i) s'appliquent dans un délai de douze mois à compter du recours audit paragraphe, à un degré raisonnable, eu égard à la nécessité de progresser vers l'objectif fixé à l'alinéa (ii) ci-dessous, aux transactions et transferts que ledit Membre doit autoriser conformément à l'article 2 (a) et dont il a suspendu les autorisations depuis son recours au paragraphe (c) ;
- ii) correspondent, dans un délai de dix-huit mois à compter du recours audit paragraphe, aux obligations qui lui incombent en vertu de l'article 2 (a).

e. Tout Membre qui invoque les dispositions du présent article évitera de porter, sans nécessité, un préjudice affectant spécialement les intérêts économiques ou financiers d'un autre Membre et évitera, en particulier, toute discrimination entre les autres Membres.

Article 8

BÉNÉFICE DES MESURES DE LIBÉRATION

Tout Membre qui formule une réserve en vertu de l'article 2 (b) ou qui invoque les dispositions de l'article 7 ci-dessus bénéficiera néanmoins des mesures de libération prises par les autres Membres, pour autant qu'il se soit conformé à la procédure prévue, selon le cas, à l'article 12 ou à l'article 13 ci-dessous.

Article 9

NON-DISCRIMINATION

En autorisant la conclusion et l'exécution des transactions et des transferts énumérés à l'Annexe A et qui sont libérés à un degré quelconque, les Membres ne procéderont à aucune discrimination envers les autres Membres.

Article 10

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE NON-DISCRIMINATION RÉGIMES MONÉTAIRES OU DOUANIERS PARTICULIERS

Les Membres appartenant à un système monétaire ou douanier particulier peuvent prendre entre eux, en plus des mesures de libération adoptées conformément aux dispositions de l'article 2 (a) ci-dessus, des mesures de libération qu'ils n'étendront pas aux autres Membres. Les Membres appartenant à un système de cette nature doivent en notifier à l'Organisation la composition ainsi que les dispositions du système qui ont des répercussions sur le présent Code.

ARTICLE 12 NOTIFICATION ET EXAMEN DES RÉSERVES FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 2 (b)

a. Tout Membre qui formule une réserve concernant une rubrique visée à la Liste B de l'Annexe A au présent Code se adresse immédiatement l'Organisation et lui fait connaître les raisons qui motivent cette réserve.

b. Tout Membre fera savoir à l'Organisation, dans les délais qui seront fixés par celle-ci, s'il désire maintenir la réserve qu'il aurait faite sur une

Tout Membre qui invoque les dispositions du présent article évitera de porter, sans nécessité, un préjudice affectant spécialement les intérêts économiques ou financiers d'un autre Membre et évitera, en particulier, toute discrimination entre les autres Membres.

Article 8

BÉNÉFICE DES MESURES DE LIBÉRATION

Tout Membre qui formule une réserve en vertu de l'article 2 (b) ou qui invoque les dispositions de l'article 7 ci-dessus bénéficiera néanmoins des mesures de libération prises par les autres Membres, pour autant qu'il se soit conformé à la procédure prévue, selon le cas, à l'article 12 ou à l'article 13 ci-dessus.

Article 9

NON-DISCRIMINATION

En autorisant la conclusion et l'exécution des transactions et des transferts couverts à l'Annexe A et qui sont libérés à un degré quelconque, les Membres ne procéderont à aucune discrimination envers les autres Membres.

Article 10

EXCEPTIONS AU PRINCIPÉ DE NON-DISCRIMINATION
RÉGIMÉS MONÉTAIRES OU DOUANIERS PARTICULIERS

Les Membres appartenant à un système monétaire ou douanier particulier peuvent prendre entre eux, en plus des mesures de libération adoptées conformément aux dispositions de l'article 1 (a) ci-dessus, des mesures de libération qu'ils n'étendent pas aux autres Membres. Les Membres appartenant à un système de cette nature doivent en notifier à l'Organisation la composition ainsi que les dispositions du système qui ont des répercussions sur le présent Code.

TITRE II

PROCÉDURE

Article 11

NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS
A COMMUNIQUER PAR LES MEMBRES

a. Les Membres notifieront à l'Organisation, dans les délais qui seront fixés par celle-ci, les mesures de libération qu'ils ont prises, ou toutes autres mesures qui auraient des répercussions sur ce Code, ainsi que les modifications qu'ils pourraient apporter auxdites mesures.

b. Les Membres notifieront immédiatement à l'Organisation tous les cas dans lesquels ils ont, en application de l'observation (ii) qui figure en regard de la Section I de la Liste A de l'Annexe A au présent Code, imposé des restrictions à des transactions ou à des transferts déterminés concernant des investissements directs et ils indiqueront les raisons de leur action.

c. Les Membres notifieront à l'Organisation à des intervalles fixés par celle-ci mais ne dépassant pas 18 mois, des renseignements sur :

i) les voies autres que les voies officielles qui ont été utilisées pour les transferts et les taux de change auxquels ces transferts ont été effectués, s'ils diffèrent des cours officiels ;

ii) les marchés de devises-titres et les primes ou déports par rapport aux taux de change officiels qui y sont pratiqués.

d. L'Organisation examinera les notifications qui lui seront adressées conformément aux dispositions des paragraphes (a), (b) et (c) du présent article, en vue de rechercher si chaque Membre satisfait aux obligations résultant du présent Code.

Article 12

NOTIFICATION ET EXAMEN DES RÉSERVES
FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 2 (b)

a. Tout Membre qui formule une réserve concernant une rubrique visée à la Liste B de l'Annexe A au présent Code en informe immédiatement l'Organisation et lui fait connaître les raisons qui motivent cette réserve.

b. Tout Membre fera savoir à l'Organisation, dans les délais qui seront fixés par celle-ci, s'il désire maintenir la réserve qu'il aurait faite sur une

TITRE II
PROCÉDURE

Article 11

NOTIFICATIONS ET RENSEIGNEMENTS
A COMMUNIQUER PAR LES MEMBRES

a. Les Membres notifieront à l'Organisation, dans les délais qui seront fixés par celle-ci, les mesures de libération qu'ils ont prises, ou toutes autres mesures qui auraient des répercussions sur ce Code, ainsi que les modifications qu'ils pourraient apporter auxdites mesures.

b. Les Membres notifieront immédiatement à l'Organisation tous les cas dans lesquels ils ont, en application de l'observation (ii) qui figure en regard de la Section I de la Liste A de l'Annexe A au présent Code, imposé des restrictions à des transactions ou à des transferts déterminés concernant des investissements directs et ils indiqueront les raisons de leur action.

c. Les Membres notifieront à l'Organisation à des intervalles fixés par celle-ci mais ne dépassant pas 18 mois, des renseignements sur :

- i) les voies autres que les voies officielles qui ont été utilisées pour les transferts et les taux de change auxquels ces transferts ont été effectués, ainsi qu'il résulte des cours officiels ;
- ii) les marchés de devises-étrus et les primes ou départs par rapport aux taux de change officiels qui y sont pratiqués.

d. L'Organisation examinera les notifications qui lui seront adressées conformément aux dispositions des paragraphes (a), (b) et (c) du présent article, en vue de rechercher si chaque Membre satisfait aux obligations résultant du présent Code.

Article 12

NOTIFICATION ET EXAMEN DES RÉSERVES
FORMULÉES AU TITRE DE L'ARTICLE 2 (b)

a. Tout Membre qui formule une réserve concernant une rubrique visée à la Liste B de l'Annexe A au présent Code en informe immédiatement l'Organisation et lui fait connaître les raisons qui motivent cette réserve.

b. Tout Membre fera savoir à l'Organisation, dans les délais qui seront fixés par celle-ci, s'il désire maintenir la réserve qu'il aurait faite sur une

rubrique de la Liste A ou de la Liste B de l'Annexe A au présent Code et, si tel est le cas, il exposera les raisons qui motivent ce maintien.

c. L'Organisation examinera chacune des réserves faites par un Membre sur une rubrique :

- i) de la Liste A tous les dix-huit mois au maximum ;
- ii) de la Liste B dans les six mois de la notification et par la suite tous les dix-huit mois au maximum ;

à moins que le Conseil n'en décide autrement.

d. Les examens prévus au paragraphe (c) auront pour objet de présenter des propositions appropriées, destinées à aider les Membres à lever leurs réserves.

Article 13

NOTIFICATION ET EXAMEN DES DÉROGATIONS PRÉVUES A L'ARTICLE 7

a. Les Membres qui se prévalent des dispositions de l'article 7 ci-dessus doivent en informer immédiatement l'Organisation en lui faisant connaître les raisons de cette action.

b. L'Organisation examinera les notifications et raisons justificatives qui lui sont adressées conformément aux dispositions du paragraphe (a) en vue de rechercher si le Membre intéressé est fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 7 ci-dessus et si, en particulier, il s'est conformé aux dispositions du paragraphe (e) dudit article.

c. Si les mesures prises par un Membre conformément aux dispositions de l'article 7 ci-dessus ne sont pas désapprouvées par l'Organisation, de nouveaux examens de ces mesures doivent être effectués par l'Organisation tous les six mois ou, sous réserve des dispositions de l'article 15 ci-dessous, à toute autre date que celle-ci jugerait appropriée.

d. Si, cependant, un Membre autre que celui qui a invoqué les dispositions de l'article 7 ci-dessus estime que les circonstances justifiant les mesures prises par ce dernier conformément aux dispositions de cet article ont changé, cet autre Membre peut à tout moment avoir recours à l'Organisation pour un nouvel examen du cas en cause.

e. Si les mesures prises par un Membre conformément aux dispositions des paragraphes (a), (b) ou (c) de l'article 7 ci-dessus ne sont pas désapprouvées par l'Organisation et si ledit Membre invoque ultérieurement les paragraphes (a), (b) ou (c) de l'article 7 du Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes, ou ayant invoqué un paragraphe de l'article 7 du présent Code, invoque un autre paragraphe de cet article, son cas sera reconsidéré par l'Organisation à l'expiration d'un délai de six mois à compter du précédent examen ou à toute autre date que celle-ci jugerait appropriée. Si un autre Membre estime que le Membre en question n'a pas satisfait aux obligations résultant du paragraphe (e) de l'article 7

du présent Code ou du paragraphe (e) de l'article 7 du Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes, l'Organisation procédera sans délai à l'examen du cas.

- f. i) Si l'organisation parvient à la conclusion, après avoir procédé à l'examen prévu au paragraphe (b) ci-dessus, qu'un Membre n'est pas fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 7, ou ne satisfait pas aux dispositions dudit article, elle restera en consultation avec lui en vue de ramener ledit Membre à l'observation des dispositions du Code.
- ii) Si, à l'expiration d'un délai raisonnable, le Membre continue à se prévaloir des dispositions de l'article 7, l'Organisation reconsidérera la question. Si elle ne parvient pas alors à la conclusion que ledit Membre est fondé à se prévaloir des dispositions de l'article 7 ou se conforme aux dispositions dudit article, la situation de ce Membre sera examinée par le Conseil réuni à cet effet par son Président, à moins que l'Organisation ne décide d'une autre procédure.

Article 14

EXAMEN DES DÉROGATIONS PRÉVUES A L'ARTICLE 7 MEMBRES EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

- a. L'Organisation, en examinant le cas d'un Membre qu'elle considère comme étant en voie de développement économique, et qui a invoqué les dispositions de l'article 7 ci-dessus, tiendra particulièrement compte des effets du développement économique dudit Membre sur la capacité que celui-ci aurait de remplir ses obligations au titre du paragraphe (a) des articles 1 et 2 ci-dessus.
- b. En vue de concilier les obligations dudit Membre au titre du paragraphe (a) de l'article 2 ci-dessus et les besoins de son développement économique, l'Organisation pourra accorder à ce Membre une dérogation spéciale aux obligations prévues à cet article.

Article 15

RAPPORT ET EXAMEN SPÉCIAUX RELATIFS AUX DÉROGATIONS PRÉVUES A L'ARTICLE 7

- a. Tout Membre invoquant les dispositions du paragraphe (c) de l'article 7 adressera à l'Organisation, dans un délai de dix mois à compter de ce recours, un rapport sur les mesures de libération qu'il aura rétablies ou se proposera de rétablir en vue d'atteindre l'objectif fixé à l'alinéa (i) du paragraphe (d) de l'article 7 ci-dessus. Si ledit Membre continue à se prévaloir de ces dispositions, il adressera un nouveau rapport à l'Organisation sur le même sujet — mais en se référant à l'objectif fixé à l'alinéa (ii) du paragraphe (d) de l'article 7 ci-dessus — dans un délai de seize mois à compter de ce recours.
- b. Si le Membre ne s'estime pas en mesure d'atteindre l'objectif fixé, il en exposera les raisons dans son rapport et indiquera en outre :

- i)* les mesures d'ordre interne qu'il aura prises en vue de rétablir l'équilibre de son économie et les résultats qu'il aura déjà obtenus ;
- ii)* les autres mesures d'ordre interne qu'il se propose de prendre et le délai supplémentaire dont il estime devoir disposer pour atteindre l'objectif fixé aux alinéas (*d*) (*i*) ou (*d*) (*ii*) de l'article 7.

c. Dans les cas visés au paragraphe (*b*) ci-dessus, l'Organisation examinera, dans un délai de douze mois — et le cas échéant, de dix-huit mois — à compter de la date à laquelle un Membre aura invoqué les dispositions du paragraphe (*c*) de l'article 7 ci-dessus, si la situation de ce Membre semble justifier le fait qu'il n'a pas atteint l'objectif fixé aux alinéas (*d*) (*i*) ou (*d*) (*ii*) de l'article 7 ci-dessus, et si les mesures prises ou envisagées, ainsi que les délais qu'il juge nécessaires pour atteindre l'objectif fixé, paraissent acceptables, compte tenu des objectifs de l'Organisation dans le domaine commercial et financier.

d. Si un Membre invoque en même temps les dispositions du paragraphe (*c*) de l'article 7 du présent Code et les dispositions du paragraphe (*c*) de l'article 7 du Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes, les délais de douze ou de dix-huit mois fixés au paragraphe (*c*) commenceront de courir à la date du recours le plus ancien.

e. Si, à la suite de l'un ou l'autre des examens prévus au paragraphe (*c*) ci-dessus, l'Organisation n'est pas en mesure d'accepter les arguments présentés par le Membre en cause, conformément aux dispositions du paragraphe (*b*) ci-dessus, la situation de ce Membre sera examinée par le Conseil réuni à cet effet par son Président, à moins que l'Organisation ne décide d'une autre procédure.

Article 16

RECOURS A L'ORGANISATION DISPOSITIONS INTÉRIEURES

a. Si un Membre estime que les mesures de libération prises ou maintenues par un autre Membre conformément à l'article 2 (*a*) sont mises en échec par des dispositions intérieures susceptibles de limiter la possibilité d'effectuer des transactions ou transferts et si ledit Membre estime subir un préjudice du fait de ces dispositions, par exemple en raison de leurs conséquences discriminatoires, il peut avoir recours à l'Organisation.

b. Si l'Organisation parvient à la conclusion, après avoir examiné une question dont elle a été saisie en vertu du paragraphe (*a*), que les mesures de libération du Membre en cause sont mises en échec par les dispositions intérieures qu'il a prises ou maintenues, elle peut formuler des propositions appropriées au sujet de la suppression ou de la modification de ces dispositions.

Article 17

**RECOURS A L'ORGANISATION
MAINTIEN, INTRODUCTION, RÉINTRODUCTION
DE RESTRICTIONS**

a. Si un Membre estime qu'un autre Membre qui n'a pas invoqué les dispositions de l'article 7 ci-dessus a maintenu, introduit ou réintroduit des restrictions sur les mouvements de capitaux ou sur l'utilisation de fonds appartenant à des non-résidents, contrairement aux dispositions des articles 1, 2, 9 ou 10 ci-dessus, et si ledit Membre estime subir un préjudice de ce fait, il peut avoir recours à l'Organisation.

b. Le fait que le recours est examiné par l'Organisation n'empêche pas le Membre qui l'a introduit d'entamer des conversations bilatérales avec le Membre intéressé sur l'objet du recours.

COMITÉ DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX
ET DES TRANSACTIONS INVISIBLES

Le Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles est chargé :

- i) de fixer les dates auxquelles les renseignements visés aux paragraphes (a) et (b) de l'article 12 ci-dessus doivent être fournis à l'Organisation et les raisons prévues au paragraphe (c) de l'article 12 ci-dessus doivent être fournies à l'Organisation ;
- ii) d'examiner, conformément aux dispositions des paragraphes (a) et (b) de l'article 12 ci-dessus, toute réserve des dispositions du paragraphe (c) de l'article 12 ci-dessus, chaque fois que des réserves sont notifiées à l'Organisation conformément aux paragraphes (a) et (b) de l'article 12 ci-dessus et de présenter, le cas échéant, des propositions appropriées destinées à aider les Membres à lever leurs réserves ;
- iii) de fixer, conformément aux dispositions de l'article 12 ci-dessus, la date à laquelle toute réserve devra être réexaminée si elle n'a pas été levée dans l'intervalle ;
- iv) d'examiner les notifications adressées à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe (a) de l'article 11 ci-dessus ;

TITRE III

MANDATS

Article 18

COMITÉ DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX
ET DES TRANSACTIONS INVISIBLES
TACHES GÉNÉRALES

a. Le Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles examine toutes les questions concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Code ou des autres actes du Conseil relatifs à la libération des mouvements de capitaux ou à l'utilisation de fonds appartenant à des non-résidents et fait rapport au Conseil, le cas échéant, pour lui soumettre ses conclusions.

b. Le Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles soumet au Conseil toutes propositions utiles en relation avec les tâches définies au paragraphe (a) et, en particulier, avec l'extension des mesures de libération visée à l'article 1 du présent Code.

Article 19

COMITÉ DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX
ET DES TRANSACTIONS INVISIBLES
AUTRES TACHES

c. Le Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles est chargé :

- i) de fixer les délais dans lesquels les renseignements visés aux paragraphes (a) et (c) de l'article 11 ci-dessus et les raisons prévues au paragraphe (b) de l'article 12 ci-dessus devront être fournis à l'Organisation par les Membres en cause ;
- ii) d'examiner, conformément aux dispositions des paragraphes (c) et (d) de l'article 12 ci-dessus, et sous réserve des dispositions du paragraphe (c) du présent article, chacune des réserves notifiées à l'Organisation conformément aux paragraphes (a) et (b) de l'article 12 ci-dessus et de présenter, le cas échéant, des propositions appropriées destinées à aider les Membres à lever leurs réserves ;
- iii) de fixer, conformément aux dispositions de l'article 12 ci-dessus, la date à laquelle toute réserve devra être réexaminée si elle n'a pas été levée dans l'intervalle ;
- iv) d'examiner les notifications adressées à l'Organisation conformément aux dispositions du paragraphe (d) de l'article 11 ci-dessus ;

- v) d'examiner les rapports et justifications soumis à l'Organisation, soit conformément aux dispositions de l'article 13 ou des paragraphes (a) et (b) de l'article 15 dans le cas où un Membre a invoqué les dispositions de l'article 7, soit conformément aux dispositions des articles 16 ou 17 ;
- vi) de fixer, conformément aux dispositions des paragraphes (c), (e) ou (f) (ii) de l'article 13 ci-dessus, la date à laquelle le cas d'un Membre qui a invoqué l'article 7 ci-dessus devra être réexaminé ;
- vii) de transmettre au Gouvernement des Etats-Unis, avec les commentaires qu'il jugera appropriés, les notifications reçues des Membres conformément aux dispositions du paragraphe 2 (a) de la Décision figurant à l'Annexe C au Code ;
- viii) d'examiner les renseignements reçus du Gouvernement des Etats-Unis conformément aux dispositions du paragraphe 2 (b) de la Décision figurant à l'Annexe C au Code.

b. Lorsqu'il examine les réserves notifiées conformément au paragraphe (b) de l'article 12, le Comité a toute latitude d'examiner également l'ensemble des réserves formulées par ce Membre ou toutes celles qui portent sur la même rubrique de l'Annexe A au présent Code.

c. Toutefois, le Comité n'examinera pas les réserves notifiées à l'Organisation, conformément au paragraphe (b) de l'article 12, par un Membre qui, au moment de l'examen portant sur la rubrique visée par cette réserve, s'est prévalu des dispositions de l'article 7 ou bénéficie d'une dérogation au titre du paragraphe (b) de l'article 14.

d. Le Comité fera rapport au Conseil dans les cas prévus aux alinéas (ii), (iv), (v) et (viii) du paragraphe (a), sauf dans le cas de notifications effectuées au titre de l'article 11 (b) au sujet desquelles le Comité ne fera rapport que s'il le juge utile.

e. Le Comité, lorsqu'il l'estime nécessaire :

- i) consulte les autres Comités de l'Organisation sur toutes questions relatives à la libération des mouvements de capitaux et, en particulier,
- ii) sollicite l'avis des autres Comités de l'Organisation sur toutes questions relatives à la situation de la balance des paiements et à l'état des réserves monétaires des Membres.

Article 20

COMITÉ DES PAIEMENTS

Le Comité des Paiements est chargé, avant leur examen par le Conseil :

- i) d'examiner les propositions et rapports faits par le Comité des Mouvements de Capitaux et des Transactions Invisibles en application des dispositions du présent Code ;
- ii) de soumettre au Conseil des commentaires à leur sujet s'il l'estime nécessaire.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

DÉFINITIONS

Dans le présent Code, on entend par :

- i) « Fonds bloqués », les fonds appartenant à des résidents d'autres Etats Membres, conformément aux lois et règlements de l'Etat Membre où ils sont détenus et bloqués pour des raisons de balance de paiements ;
- ii) « Titres d'organismes de placement collectif », les certificats de parts, inscriptions dans le registre ou autres éléments prouvant l'intérêt qu'a l'investisseur dans un organisme de placement collectif, quelle que soit sa forme juridique, qui est créé afin de gérer des placements en valeurs mobilières ou en d'autres avoirs, applique le principe de la répartition des risques, offre ses titres au public à la demande, soit de façon continue, soit à des intervalles rapprochés, et doit les racheter, directement ou indirectement, sur demande du titulaire, à leur valeur d'inventaire nette et dans un délai déterminé ;
- iii) « Valeurs nationales », les valeurs émises ou devant être émises par un résident ;
- iv) « Etablissements financiers », les banques, les caisses d'épargne, les organismes spécialisés dans l'octroi de crédits, les compagnies d'assurance, les caisses d'épargne de construction, les sociétés d'investissements et les autres établissements de nature similaire ;
- v) « Valeurs étrangères », les valeurs émises ou devant être émises par un non-résident ;
- vi) « Membre », tout Membre de l'Organisation qui adhère au présent Code ;
- vii) « Voies officielles », les marchés des changes sur lesquels sont pratiqués un ou plusieurs cours fixés officiellement et sur lesquels les transactions au comptant sont effectuées à des cours qui peuvent fluctuer, dans la limite des marges officielles ;
- viii) « Marché de valeurs agréé », toute bourse ou marché de valeurs mobilières d'un pays Membre (y compris tout marché hors cote, organisé par une association de courtiers en valeurs agréée)
 - qui est reconnu officiellement dans le pays où il fonctionne,
 - où le public peut acheter et vendre des titres et
 - sur lequel les opérations sont effectuées, conformément à une réglementation établie ;

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 21

DÉFINITIONS

Dans le présent Code, on entend par :

- i) « Fonds bloqués », les fonds appartenant à des résidents d'autres États Membres, conformément aux lois et règlements de l'État Membre où ils sont détenus et bloqués pour des raisons de balance de paiements ;
- ii) « Titres d'organismes de placement collectif », les certificats de parts, inscriptions dans le registre ou autres éléments prouvant l'intérêt d'un investisseur dans un organisme de placement collectif, quelle que soit sa forme juridique, qui est créé afin de gérer des placements en valeurs mobilières ou en d'autres avoirs, applique le principe de la répartition des risques, offre ses titres au public à la demande, son de façon continue, soit à des intervalles rapprochés, et doit les racheter directement ou indirectement, sur demande du titulaire, à leur valeur d'inventaire nette et dans un délai déterminé ;
- iii) « Valeurs nationales », les valeurs émises ou devant être émises par un résident ;
- iv) « Établissements financiers », les banques, les caisses d'épargne, les organismes spécialisés dans l'octroi de crédits, les compagnies d'assurance, les caisses d'épargne de construction, les sociétés d'investissements et les autres établissements de nature similaire ;
- v) « Valeurs étrangères », les valeurs émises ou devant être émises par un non-résident ;
- vi) « Membre », tout Membre de l'Organisation qui adhère au présent Code ;
- vii) « Vires officielles », les marchés des changes sur lesquels sont pratiqués un ou plusieurs cours fixes officiellement et sur lesquels les transactions au comptant sont effectuées à des cours qui peuvent fluctuer, dans la limite des marges officielles ;
- viii) « Marché de valeurs agréé », toute bourse ou marché de valeurs mobilières d'un pays Membre (y compris tout marché hors cote organisé par une association de courtiers en valeurs agréés) qui est reconnu officiellement dans le pays où il fonctionne, — ou le public peut acheter et vendre des titres et — sur lequel les opérations sont effectuées, conformément à une réglementation établie ;

- ix) Opération au « comptant », une opération dans laquelle le paiement et la livraison ont lieu dès que la transaction est conclue ou à la prochaine date de règlement de la bourse où la transaction est effectuée ;
- x) « Titres cotés sur un marché de valeurs agréé », les titres qui sont admis à une cote officielle ou sont officiellement cotés sur ce marché, ou dont les cours sur ce marché sont publiés au moins une fois par semaine ;
- xi) « Unité de compte », le montant en monnaie nationale d'un Membre qui est égal à une unité de valeur de droits de tirage spéciaux, telle qu'elle est fixée par le Fonds Monétaire International.

Article 22

TITRE DE LA DÉCISION

La présente Décision, appelée dans ce texte le « Code », sera connue sous le nom de « Code de la Libération des Mouvements de Capitaux ».

Article 23

RETRAIT

Tout Membre peut dénoncer son adhésion au Code en adressant une notification écrite au Secrétaire Général de l'Organisation. Le retrait prend effet douze mois après la date de réception de la notification.

Annexe A

LISTES DE LIBÉRATION
DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

LISTE A

I. INVESTISSEMENTS DIRECTS

Investissements effectués en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise, tels que, notamment, les investissements qui donnent la possibilité d'exercer une influence réelle sur la gestion de ladite entreprise :

A. Dans le pays considéré par des non-résidents au moyen :

1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante ;
3. d'un prêt à long terme (5 ans et plus).

B. A l'étranger par des résidents au moyen :

1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante ;
3. d'un prêt à long terme (5 ans et plus).

Observations : Les transactions et les transferts visés par A et B seront libres sauf si :

- i) l'investissement a un caractère purement financier et vise uniquement à procurer à l'investisseur un accès indirect au marché monétaire ou financier d'un autre pays ; ou
- ii) en raison du montant en cause ou d'autres facteurs, une transaction ou un transfert déterminé a des conséquences exceptionnellement préjudiciables aux intérêts du Membre considéré.

Annexe A

LISTES DE LIBÉRATION
DES MOUVEMENTS DE CAPITAUX

LISTE A

I. INVESTISSEMENTS DIRECTS

Investissements effectués en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise, tels que, notamment, les investissements qui donnent la possibilité d'exercer une influence réelle sur la gestion de ladite entreprise;

A. Dans le pays considéré par des non-résidents au moyen :

1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante;
2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante;
3. d'un prêt à long terme (2 ans et plus).

B. A l'étranger par des résidents au moyen :

1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante;
2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante;
3. d'un prêt à long terme (2 ans et plus).

Opérations : Les opérations et les transferts visés par A et B seront libérés sans :

- i) l'investissement à un caractère purement financier et visé uniquement à procurer à l'investisseur un accès indirect au marché monétaire ou financier d'un autre pays ; ou
- ii) en raison du montant en cause ou d'autres facteurs, une transaction ou un transfert déterminé à des considérations exceptionnellement préjudiciables aux intérêts de l'économie considérée.

Les autorités des pays Membres ne maintiendront ni n'instaureront :

Des réglementations ou pratiques relatives à l'octroi de licences, concessions ou autres autorisations analogues, y compris les conditions ou exigences concernant les modalités d'exploitation des entreprises dont peuvent s'assortir ces autorisations, qui constituent des obstacles particuliers pour les investisseurs non-résidents (par opposition aux investisseurs résidents) ou leur imposent des restrictions également particulières, et qui résultent de l'intention ou ont pour effet d'interdire ou d'entraver de manière significative les investissements directs par des non-résidents.

II. LIQUIDATION D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

- A. A l'étranger par des résidents.
- B. Dans le pays considéré par des non-résidents.

Observation : Les transferts visés par B seront libérés sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds bloqués, de l'observation qui figure en regard de la Section XV/B1 de la Liste A.

III. ADMISSION DE TITRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX¹

- A. Admission de titres nationaux sur un marché étranger de capitaux :
 - 1. (Voir Liste B.)
 - 2. Introduction sur un marché étranger de valeurs agréé :
 - a) d'actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
- B. Admission de titres étrangers sur le marché national des capitaux :
 - 1. (Voir Liste B.)
 - 2. Introduction, sur un marché national de valeurs agréé :
 - a) d'actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.

Observations : Les transactions et les transferts visés par B2 seront libérés à condition que les titres considérés soient introduits sur un marché de valeurs agréé du pays d'émission.

Les obligations de libération prévues par B2 ne préjugent pas l'application des règlements des marchés de valeurs considérés. Les autorités des Etats Membres ne maintiendront ni n'instaureront des restrictions qui opèrent une discrimination à l'encontre des titres étrangers.

- 1. Autres que les opérations visées par la Section V de la Liste générale.

Les autorités des pays Membres ne maintiendront ni n'instaureront :
 Des réglementations ou pratiques relatives à l'octroi de licences, concessions ou autres autorisations analogues y compris les conditions ou exigences concernant les modalités d'exploitation des entreprises dont peuvent résulter ces autorisations, qui constituent des obstacles particuliers pour les investisseurs non-résidents (par opposition aux investisseurs résidents) ou leur imposent des restrictions également particulières, et qui résultent de l'intention ou ont pour effet d'interdire ou d'entraver de manière significative les investissements directs par des non-résidents.

II. LIQUIDATION D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

- A. A l'étranger par des résidents.
- B. Dans le pays considéré par des non-résidents.

Observation : Les transferts visés par B seront libérés sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds produits de l'opération qui figure en regard de la Section XV/B1 de la Liste A.

III. ADMISSION DE TITRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX

- A. Admission de titres nationaux sur un marché étranger de capitaux :
 - 1. (Voir Liste B.)
 - 2. Introduction sur un marché étranger de valeurs agréées :
 - a) d'actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
 - B. Admission de titres étrangers sur le marché national des capitaux :
 - 1. (Voir Liste B.)
 - 2. Introduction sur un marché national de valeurs agréées :
 - a) d'actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
- Observation : Les transactions et les transferts visés par B2 seront libérés à condition que les titres considérés soient introduits sur un marché de valeurs agréé du pays d'émission.
 Les obligations de libération prévues par B2 ne s'appliquent pas à l'application des règlements des marchés de valeurs considérés. Les autorités des États Membres ne maintiendront ni n'instaureront des restrictions qui aient une discrimination à l'égard des titres étrangers.
1. Autres que les opérations visées par la Section V de la Liste générale.

IV. ACHAT ET VENTE DE TITRES¹

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
2. Vente de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
3. (Voir Liste B.)
4. (Voir Liste B.)

II. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
2. Ventes de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
3. (Voir Liste B.)
4. (Voir Liste B.)

Observations : Les transferts du produit des ventes visés par A2 seront libérés, sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds bloqués, de l'observation figurant en regard de la Section XV/B1.

En ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A et B, les Membres auront le droit de stipuler que :

- i) *ces transactions et transferts doivent être effectués par l'intermédiaire d'agents résidents agréés ;*
- ii) *les résidents ne peuvent détenir de fonds et de titres à l'occasion de ces transactions et transferts que par l'intermédiaire desdits agents ;*
- iii) *les achats et les ventes ne peuvent être conclus qu'au comptant.*

1. Autres que les opérations visées par les Sections I, II, III ou V de la Liste générale.

IV. ACHAT ET VENTE DE TITRES

Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :

- a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
- b) obligations.

Vente de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :

- a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
- b) obligations.

1. (Voir Liste B.)

4. (Voir Liste B.)

Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :

- a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
- b) obligations.

2. Ventes de titres cotés sur un marché de valeurs agréé :

- a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
- b) obligations.

3. (Voir Liste B.)

4. (Voir Liste B.)

Observations : Les transferts du produit des ventes visés par A) seront libérés sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds produits de l'opération ligurien en regard de la Section XV/81.

- A) En ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A) et B), les mêmes auront le droit de stipuler que :
 - i) ces transactions et transferts doivent être effectués par l'intermédiaire d'agents résidents agréés ;
 - ii) les résidents ne peuvent détenir de fonds et de titres à l'occasion de ces transactions et transferts que par l'intermédiaire d'agents ;
 - iii) les achats et les ventes ne peuvent être conclus qu'en comptant.

1. Autres que les opérations visées par les Sections I, II, III ou V de la Liste Générale.

V. ACHAT ET VENTE DE TITRES
D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Achat de titres d'organismes de placement collectif ;
2. Vente de titres d'organismes de placement collectif.

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Achat de titres d'organismes de placement collectif ;
2. Vente de titres d'organismes de placement collectif.

Observations : Les transferts du produit des ventes visées sous A2 seront libérés, sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds bloqués, de l'observation figurant en regard de la Section XV/B1.

Les Membres auront le droit :

- a) *en ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A et B, de stipuler que :*
 - i) *ces transactions et transferts doivent être effectués par l'intermédiaire d'agents résidents agréés ;*
 - ii) *les résidents ne peuvent détenir de fonds et de titres à l'occasion de ces transactions et transferts que par l'intermédiaire desdits agents ;*
 - iii) *les achats et les ventes ne peuvent être conclus qu'au comptant ;*
- b) *en ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A2, de prendre des mesures pour protéger les investisseurs, notamment pour réglementer les activités de promotion, à condition que ces mesures n'établissent pas de discrimination à l'encontre des organismes de placement collectif constitués conformément à la législation d'un autre pays Membre ;*
- c) *en ce qui concerne les transactions et les transferts visés par B1, de réglementer sur leur territoire les activités de promotion des organismes de placement collectif étrangers.*

VI. OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES¹

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. (Voir Liste B.)
2. Vente.

1. Autres que les opérations visées par les Sections I ou II de la Liste générale.

V. ACHAT ET VENTE DE TITRES
D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
 1. Achat de titres d'organismes de placement collectif ;
 2. Vente de titres d'organismes de placement collectif.
- B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :
 1. Achat de titres d'organismes de placement collectif ;
 2. Vente de titres d'organismes de placement collectif.

Observations : Les transferts du produit des ventes visées sous A2 seront libérés sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds bloqués, de l'observation figurant en regard de la Section XV/B1.

Les membres auront le droit :

- a) en ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A et B, de signaler que :
 - i) ces transactions et transferts doivent être effectués par l'intermédiaire d'agents résidents agréés ;
 - ii) les résidents ne peuvent libérer de fonds et de titres à l'occasion de ces transactions et transferts que par l'intermédiaire d'agents agréés ;
 - iii) les achats et les ventes ne peuvent être conclus qu'au comptant ;
- b) en ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A2, de prendre des mesures pour protéger les investisseurs, notamment pour réglementer les activités de promotion, à condition que ces mesures n'entraînent pas de discrimination à l'encontre des organismes de placement collectif constitués conformément à la législation d'un autre pays membre ;
- c) en ce qui concerne les transactions et les transferts visés par B1, de réglementer sur leur territoire les activités de promotion des organismes de placement collectif étrangers.

VI. OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
 1. (Voir Liste B)
 2. Vente

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. (Voir Liste B.)
2. Vente.

VIII. CRÉDITS DIRECTEMENT LIÉS A DES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES OU A DES PRESTATIONS DE SERVICES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

i) Dans les cas où un résident participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service qui est à l'origine du crédit.

A. Crédits consentis par des non-résidents à des résidents :

1. A court terme (moins d'un an).
2. A moyen terme (de 1 à 5 ans).

B. Crédits consentis par des résidents à des non-résidents :

1. A court terme (moins d'un an).
2. A moyen terme (de 1 à 5 ans).

Observation : Les transactions et les transferts visés par A et B seront libres à condition qu'ils soient conformes aux usages commerciaux normaux.

XI. MOUVEMENTS DE CAPITAUX DE CARACTÈRE PERSONNEL

A. Prêts familiaux.

B. Dons et dotations.

C. Dots.

D. Successions et legs.

Observation : Les transferts visés par D seront libres à condition que le de cujus soit un résident et l'héritier un non-résident au moment du décès du de cujus.

E. Règlement de dettes par les immigrants dans leur pays d'origine.

F. Avoirs d'émigrants.

Observation : Les transferts visés par F seront libres lors de l'émigration quelle que soit la nationalité de l'émigrant.

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

- 1. (Voir Liste B.)
- 2. Vente.

VIII. CRÉDITS DIRECTEMENT LIÉS A DES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES OU A DES PRESTATIONS DE SERVICES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

1) Dans les cas où un résident participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service qui est à l'origine du crédit.

A. Crédits consentis par des non-résidents à des résidents :

- 1. A court terme (moins d'un an).
- 2. A moyen terme (de 1 à 2 ans).

B. Crédits consentis par des résidents à des non-résidents :

- 1. A court terme (moins d'un an).
- 2. A moyen terme (de 1 à 2 ans).

Observation : Les transactions et les transferts visés par A et B seront libérés à condition qu'ils soient conformes aux usages commerciaux normaux.

XI. MOUVEMENTS DE CAPITAUX DE CARACTÈRE PERSONNEL

A. Prêts familiaux.

B. Dons et dotations.

C. Dot.

D. Successions et legs.

Observation : Les transferts visés par D seront libérés à condition que le cédant soit un résident et l'héritier un non-résident au moment du décès du cédant.

E. Règlement de dettes par les immigrants dans leur pays d'origine.

F. Avoirs d'immigrants.

Observation : Les transferts visés par F seront libérés lors de l'immigration quelle que soit la nationalité de l'immigrant.

G. (Voir Liste B.)

H. Economies des travailleurs non résidents.

1. Imposition.

2. Exemption.

XII. ASSURANCE-VIE

Transferts de capitaux au titre de contrats d'assurance-vie¹ :

A. Transferts de capitaux et de rentes certaines dus par un assureur non-résident à un bénéficiaire résident.

B. Transferts de capitaux et de rentes certaines dus par un assureur résident à un bénéficiaire non-résident.

Observation : Les transferts visés par A et B seront libres également dans le cas de contrats en vertu desquels les personnes habilitées à payer les primes ou les bénéficiaires des prestations étaient résidents du même pays que l'assureur lors de la conclusion du contrat mais ont changé de résidence ultérieurement.

XIII. CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

A. Par des non-résidents en faveur de résidents.

B. Par des résidents en faveur de non-résidents.

Observation : Les transactions et les transferts visés par A et B seront libres s'ils sont directement liés à des opérations commerciales internationales, à des opérations invisibles courantes internationales, ou à des mouvements internationaux de capitaux auxquels participe un résident et qui n'exigent pas d'autorisation ou ont été autorisés par l'Etat Membre intéressé.

1. Les transferts de primes et de pensions et rentes, autres que les rentes certaines, afférents à des contrats d'assurance-vie sont régis par le Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes (Rubrique D/3). Les transferts afférents à des contrats d'assurances autres que Vie, quels que soient leur nature et leur montant, sont toujours considérés comme des transferts courants et sont en conséquence régis par le Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes.

G. (Voir Liste B.)

H. Economies des travailleurs non résidents.

XII ASSURANCE-VIE

Transferts de capitaux au titre de contrats d'assurance-vie :

- A. Transferts de capitaux et de rentes certaines dus par un assureur non-résident à un bénéficiaire résident.
- B. Transferts de capitaux et de rentes certaines dus par un assureur résident à un bénéficiaire non-résident.

Observation : Les transferts visés par A et B seront libérés également dans le cas de contrats en vertu desquels les personnes habilitées à payer les primes ou les bénéficiaires des prestations étaient résidents du même pays que l'assureur lors de la conclusion du contrat mais ont changé de résidence ultérieurement.

XIII CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

- A. Par des non-résidents en faveur de résidents.
- B. Par des résidents en faveur de non-résidents.

Observation : Les transactions et les transferts visés par A et B seront libérés s'ils sont directement liés à des opérations commerciales internationales, à des opérations invisibles courantes internationales, ou à des mouvements internationaux de capitaux auxquels participe un résident et qui n'exigent pas d'autorisation ou ont été autorisés par l'Etat Membre intéressé.

1. Les transferts de primes et de pensions et rentes, autres que les rentes courantes relatives à des contrats d'assurance-vie sont régis par le Code de la Libération des Opérations Invisibles Courantes (Régime D). Les transferts effectués à des contrats d'assurance autres que Vie, dont les primes sont payées et les montants sont payés continuellement comme des versements courants et sont en conséquence régis par le Code de

XIV. MOUVEMENTS MATÉRIELS DE CAPITAUX

A. Valeurs et autres titres de propriété d'avoires en capital :

1. Importation.
2. Exportation.

Observation : Lorsqu'il s'agit de titres appartenant à des résidents, l'obligation ne porte que sur l'exportation temporaire de titres étrangers à des fins administratives.

XV. CESSION DE FONDS BLOQUÉS APPARTENANT A DES NON-RÉSIDENTS

A. Transferts de fonds bloqués.

Observations : Les transferts par leur propriétaire de fonds bloqués seront libres en cas de gêne particulière. Sera libre le transfert annuel de fonds bloqués par leur propriétaire à concurrence d'un montant ou d'un pourcentage du total des avoires fixé par les Etats Membres intéressés. Ce montant ou ce pourcentage sera uniforme dans tous les cas.

B. Utilisation de fonds bloqués dans le pays en cause :

1. Pour des opérations en capital.

Observation : L'utilisation de fonds bloqués pour des versements en capital faits pour le compte du détenteur sera libre dans la mesure où l'opération n'exige pas d'autorisation ou est autorisée en fonds transférables par l'Etat Membre où sont détenus les fonds bloqués. Cette utilisation des fonds bloqués aura lieu aux mêmes conditions générales que celles qui s'appliquent aux fonds transférables, sous réserve du droit pour l'Etat Membre intéressé d'imposer à nouveau le caractère de fonds bloqués en cas de liquidation, dans les trois ans, de l'investissement effectué avec ces fonds.

2. Pour des paiements courants.

Observation : Sera libre l'utilisation de fonds bloqués pour couvrir des dépenses courantes faites pour le compte du détenteur à toutes fins non commerciales.

C. Cession de fonds bloqués entre non-résidents.

LISTE B

III. ADMISSION DE TITRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX¹

- A. Admission de titres nationaux sur un marché étranger des capitaux :
1. Emission par placement ou vente publique :
 - a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
 2. (Voir Liste A.)
- B. Admission de titres étrangers sur le marché national des capitaux :
1. Emission par placement ou vente publique :
 - a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
 2. (Voir Liste A.)

IV. ACHAT ET VENTE DE TITRES²

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
1. (Voir Liste A.)
 2. (Voir Liste A.)
 3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
 4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
- B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :
1. (Voir Liste A.)
 2. (Voir Liste A.)

1. Autres que les opérations visées par la Section V de la Liste générale.
2. Autres que les opérations visées par les Sections I, II, III ou V de la Liste générale.

LISTE B

III. ADMISSION DE TITRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX

- A. Admission de titres nationaux sur un marché étranger des capitaux :
 - 1. Emission par placement ou vente publique :
 - a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
 - 2. (Voir Liste A.)
- B. Admission de titres étrangers sur le marché national des capitaux :
 - 1. Emission par placement ou vente publique :
 - a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) d'obligations.
 - 2. (Voir Liste A.)

IV. ACHAT ET VENTE DE TITRES

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
 - 1. (Voir Liste A.)
 - 2. (Voir Liste A.)
 - 3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
 - 4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
- B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :
 - 1. (Voir Liste A.)
 - 2. (Voir Liste A.)

1. Avant que les opérations visées par la section V de la liste générale.
 2. Avant que les opérations visées par les sections I, II, III ou V de la liste générale.

3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.
4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé :
 - a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
 - b) obligations.

Observations : Les transferts du produit des ventes visés par A4, sont libérés sous réserve, dans le cas d'investissements effectués au moyen de fonds bloqués, de l'observation figurant en regard de la Section XV/B1.

En ce qui concerne les transactions et les transferts visés par A et B, les Membres auront le droit de stipuler que :

- i) ces transactions et transferts doivent être effectués par l'intermédiaire d'agents résidents agréés ;
- ii) les résidents ne peuvent détenir de fonds et de titres à l'occasion de ces transactions et de ces transferts, que par l'intermédiaire desdits agents ;
- iii) les achats et les ventes ne peuvent être conclus qu'au comptant.

VI. OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES¹

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Construction ou achat.
2. (Voir Liste A.)

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Construction ou achat.
2. (Voir Liste A.)

¹ Autres que les crédits et prêts visés par les Sections I et II de la Liste générale.

VIII. CRÉDITS DIRECTEMENT LIÉS A DES TRANSACTIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES OU A DES PRESTATIONS DE SERVICES SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- ii) Dans les cas où aucun résident ne participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service qui est à l'origine du crédit.

A. —

B. Crédits consentis par des résidents à des non-résidents :

1. A court terme (moins d'un an) ;
2. A moyen terme (de 1 à 5 ans).

Observation : Les transactions et les transferts seront libres à condition :

- i) *qu'ils soient conformes aux usages commerciaux normaux ; et*
- ii) *que les crédits soient accordés par un établissement financier.*

IX. CRÉDITS ET PRÊTS FINANCIERS¹

A. Crédits et prêts consentis par des non-résidents à des résidents :

1. —
2. A moyen terme (de 1 à 5 ans) :
 - a) Le débiteur étant un établissement financier.
 - b) —
3. A long terme (5 ans et plus) :
 - a) Le débiteur étant un établissement financier.
 - b) —

B. Crédits et prêts consentis par des résidents à des non-résidents :

1. —
2. A moyen terme (de 1 à 5 ans) :
 - a) Le créancier étant un établissement financier.
 - b) —

1. Autres que les crédits et prêts visés par les Sections I, II, VIII et XI de la Liste A ou par la Section VIII de la Liste B.

3. A long terme (5 ans et plus) :
- a) Le créancier étant un établissement financier.
 - b) —

XI. MOUVEMENTS DE CAPITAUX DE CARACTÈRE PERSONNEL

A à F. (Voir Liste A.)

G. Jeux.

Observation : Les transferts visés par G ne couvrent que les gains de jeux, à l'exclusion des mises et enjeux.

H. (Voir Liste A.)

*Liste A. Investissements directs :

I/A

- Dans le pays considéré par des non-résidents.

Liste A. Admission de titres sur le marché des capitaux :

III/E2

- Introduction de titres étrangers sur un marché national de valeurs agréé.

Observation : La réserve ne s'applique qu'aux opérations relevant de la juridiction des provinces.

Liste B. Admission de titres sur le marché des capitaux :

III/B1

- Emission de titres étrangers sur le marché national des capitaux.

Observation : La réserve ne s'applique qu'aux opérations relevant de la juridiction des provinces.

Liste B. Opérations immobilières :

VI/A1

- Construction ou achat par des non-résidents.

II. NOTES SUR LES VOIES À UTILISER POUR LES PAIEMENTS :

Néant

Extrait de l'Annexe B

I. RÉSERVES

Observation générale : Les autorités canadiennes s'engagent à appliquer les dispositions du Code dans toute la mesure compatible avec le régime constitutionnel du Canada qui prévoit la compétence des provinces pour prendre des mesures à l'égard de certaines questions relevant du Code. En particulier, ces autorités s'efforceront de leur mieux d'assurer que les mesures de libération des mouvements de capitaux soient appliquées dans leurs provinces ; elles notifieront à l'Organisation toute mesure prise par une province qui affecterait les mouvements de capitaux et saisiront, le cas échéant, les autorités des provinces de toute préoccupation exprimée à cet égard par un pays qui adhère au Code.

*Liste A, Investissements directs :
I/A

- Dans le pays considéré par des non-résidents.

Liste A, Admission de titres sur le marché des capitaux :
III/B2

- Introduction de titres étrangers sur un marché national de valeurs agréé.

Observation : La réserve ne s'applique qu'aux opérations relevant de la juridiction des provinces.

Liste B, Admission de titres sur le marché des capitaux :
III/B1

- Emission de titres étrangers sur le marché national des capitaux.

Observation : La réserve ne s'applique qu'aux opérations relevant de la juridiction des provinces.

Liste B, Opérations immobilières :
VI/A1

- Construction ou achat par des non-résidents.

II. NOTÉS SUR LES VOIES A UTILISER POUR LES PAIEMENTS :

Néant

*Annexe D***LISTE GÉNÉRALE DES MOUVEMENTS
INTERNATIONAUX DE CAPITAUX
ET DE CERTAINES OPÉRATIONS CONNEXES****INTRODUCTION**

Cette Liste Générale est le fruit d'une tentative visant à dresser un répertoire complet des opérations non gouvernementales impliquant un transfert de capitaux d'un pays à un autre. Elle contient aussi certaines rubriques relatives aux fonds bloqués appartenant à des non-résidents qui ne donnent lieu à aucun transfert de ce genre mais qui se rattachent néanmoins étroitement à la question des mouvements internationaux de capitaux privés.

Cette Liste a pour objet de servir de base aux listes de mouvements de capitaux de l'Annexe A au Code de la Libération des Mouvements de Capitaux de l'OCDE. Elle n'est pas destinée à traiter de la libération en tant que telle, et les Membres de l'Organisation ne sont appelés à assumer des obligations qu'à l'égard des rubriques comprises dans cette Annexe.

La Liste énumère les *opérations* qui comprennent des *transactions* entre résidents de pays différents ainsi que tous *transferts* de capitaux qui résultent directement de ces transactions et sont envisagés dans le cadre de celles-ci par les parties en cause. Par exemple, les rubriques relatives à l'octroi de crédits ou prêts englobent non seulement le transfert initial des capitaux en question, mais aussi leur retransfert dans les conditions convenues ; toutefois, elles ne couvrent ni le retransfert du principal dans d'autres conditions, ni les transferts subséquents ou accessoires, tels que les intérêts, ceux-ci étant considérés comme des paiements courants.

Certaines opérations internationales en capital pourraient être effectuées pour le compte d'une seule et même personne, auquel cas elles n'impliquent pas nécessairement des transactions entre résidents et non-résidents ; tel est le cas par exemple des transferts d'avoir d'émigrants, des mouvements matériels d'avoirs en capital, des transferts de fonds bloqués.

Tous les mouvements internationaux de capitaux présentent deux aspects distincts : l'exportation de capitaux hors d'un pays et l'importation correspondante de capitaux dans un autre pays. Les réactions des deux pays intéressés à une seule et même opération peuvent donc être différentes et les rubriques de la Liste sont conçues de façon à tenir compte de cet état de fait.

La Liste contient, avec quelques modifications, les mêmes sections et porte sur le même sujet que la Nomenclature des Mouvements de Capitaux établie en 1960 par la Communauté Economique Européenne et amendée par la Deuxième Directive du Conseil en date du 18 décembre 1962.

I. INVESTISSEMENTS DIRECTS

Investissements effectués en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise, tels que, notamment, les investissements qui donnent la possibilité d'exercer une influence réelle sur la gestion de ladite entreprise :

- A. Dans le pays considéré, par des non-résidents, au moyen :
1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
 2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante ;
 3. d'un prêt à long terme (cinq ans et plus).
- B. A l'étranger, par des résidents, au moyen :
1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
 2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante ;
 3. d'un prêt à long terme (cinq ans et plus).

II. LIQUIDATION D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

- A. A l'étranger par des résidents.
- B. Dans le pays considéré par des non-résidents.

III. ADMISSION DE TITRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX¹

- A. Admission de titres nationaux sur un marché étranger des capitaux :
- | | | |
|---|---|--|
| 1. Emission par placement ou vente publique | } | a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation. |
| 2. Introduction sur un marché étranger de valeurs agréé : | | b) d'obligations. |
- B. Admission de titres étrangers sur le marché national des capitaux :
- | | | |
|---|---|--|
| 1. Emission par placement ou vente publique | } | a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation. |
| 2. Introduction sur un marché étranger de valeurs agréé : | | b) d'obligations. |

1. Autres que les opérations visées par la Section V de la Liste générale.

La liste contient, avec quelques modifications, les mêmes sections et porte sur le même sujet que la Nomenclature des Mouvements de Capitaux établie en 1960 par la Communauté Economique Européenne et amendée par la Deuxième Directive du Conseil en date du 18 décembre 1967.

I. INVESTISSEMENTS DIRECTS

Investissements effectués en vue d'établir des liens économiques durables avec une entreprise, tels que, notamment, les investissements qui donnent la possibilité d'exercer une influence réelle sur la gestion de ladite entreprise :

- A. Dans le pays considéré, par des non-résidents, au moyen :
1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
 2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante ;
 3. d'un prêt à long terme (cinq ans et plus).
- B. A l'étranger, par des résidents, au moyen :
1. de la création ou de l'extension d'une entreprise, d'une filiale ou d'une succursale appartenant exclusivement au bailleur de fonds, de l'acquisition intégrale d'une entreprise existante ;
 2. d'une participation à une entreprise nouvelle ou existante ;
 3. d'un prêt à long terme (cinq ans et plus).

II. LIQUIDATION D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

- A. A l'étranger par des résidents.
- B. Dans le pays considéré par des non-résidents.

III. ADMISSION DE TITRES SUR LE MARCHÉ DES CAPITAUX

- A. Admission de titres nationaux sur un marché étranger des capitaux :
1. Emission par placement ou vente publique
 - a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation
 2. Introduction sur un marché étranger de valeurs agréées
 - b) d'obligations
- B. Admission de titres étrangers sur le marché national des capitaux :
1. Emission par placement ou vente publique
 - a) d'actions ou d'autres titres ayant un caractère de participation
 2. Introduction sur un marché étranger de valeurs agréées
 - b) d'obligations

IV. ACHAT ET VENTE DE TITRES¹

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

- | | |
|---|--|
| 1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé : | } a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
b) obligations. |
| 2. Vente de titres cotés sur un marché de valeurs agréé : | |
| 3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé : | |
| 4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé : | |

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

- | | |
|---|--|
| 1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé : | } a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
b) obligations. |
| 2. Vente de titres cotés sur un marché de valeurs agréé : | |
| 3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé : | |
| 4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé : | |

V. ACHAT ET VENTE DE TITRES D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Achat.
2. Vente.

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Achat.
2. Vente.

VI. OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES²

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Construction ou achat.
2. Vente.

1. Autres que les opérations visées par les Sections I, II, III ou V de la Liste générale.

2. Autres que les opérations visées par les Sections I ou II de la Liste générale.

IV. ACHAT ET VENTE DE TITRES

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé ;
 2. Vente de titres cotés sur un marché de valeurs agréé ;
 3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé ;
 4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé ;
- a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
- b) obligations.
- B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :
1. Achat de titres cotés sur un marché de valeurs agréé ;
 2. Vente de titres cotés sur un marché de valeurs agréé ;
 3. Achat de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé ;
 4. Vente de titres non cotés sur un marché de valeurs agréé ;
- a) actions ou autres titres ayant un caractère de participation ;
- b) obligations.

V. ACHAT ET VENTE DE TITRES D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
1. Achat
 2. Vente
- B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :
1. Achat
 2. Vente

VI. OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

- A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :
1. Construction ou achat
 2. Vente

1. Avant que les opérations visées par les sections I, II, III ou V de la liste générale...

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Construction ou achat.
2. Vente.

VII. ACHAT ET VENTE DE BONS DU TRÉSOR A COURT TERME
ET AUTRES TITRES A COURT TERME
NORMALEMENT TRAITÉS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Achat.
2. Vente.

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Achat :
 - a) l'acquéreur étant un établissement financier ;
 - b) l'acquéreur n'étant pas un établissement financier.
2. Vente.

VIII. CRÉDITS DIRECTEMENT LIÉS A DES TRANSACTIONS COMMERCIALES
INTERNATIONALES OU A DES PRESTATIONS DE SERVICES
SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- i) Dans les cas où un résident participe à la transaction commerciale ou à la prestation du service qui est à l'origine du crédit.
- ii) Dans les cas où aucun résident ne participe à la transaction commerciale ou à la prestation du service qui est à l'origine du crédit.

A. Crédits consentis par des non-résidents à des résidents :

1. A court terme (moins d'un an).
2. A moyen terme (de un à cinq ans).
3. A long terme (cinq ans et plus).

B. Crédits consentis par des résidents à des non-résidents :

1. A court terme (moins d'un an).
2. A moyen terme (de un à cinq ans).
3. A long terme (cinq ans et plus).

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Construction ou achat.
2. Vente.

VII. ACHAT ET VENTE DE BONS DU TRÉSOR A COURT TERME
ET AUTRES TITRES A COURT TERME
NORMALEMENT TRAITÉS SUR LE MARCHÉ MONÉTAIRE

A. Opérations effectuées dans le pays considéré par des non-résidents :

1. Achat.
2. Vente.

B. Opérations effectuées à l'étranger par des résidents :

1. Achat :
 - a) l'acquéreur étant un établissement financier ;
 - b) l'acquéreur n'étant pas un établissement financier.
2. Vente.

VIII. CRÉDITS DIRECTEMENT LIÉS À DES TRANSACTIONS COMMERCIALES
INTERNATIONALES OU À DES PRESTATIONS DE SERVICES
SUR LE PLAN INTERNATIONAL

- i) Dans les cas où un résident participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service qui est à l'origine du crédit.
- ii) Dans les cas où aucun résident ne participe à la transaction commerciale ou à la prestation de service qui est à l'origine du crédit.

A. Crédits consentis par des non-résidents à des résidents :

1. A court terme (moins d'un an).
2. A moyen terme (de un à cinq ans).
3. A long terme (cinq ans et plus).

B. Crédits consentis par des résidents à des non-résidents :

1. A court terme (moins d'un an).
2. A moyen terme (de un à cinq ans).
3. A long terme (cinq ans et plus).

IX. CRÉDITS ET PRÊTS FINANCIERS¹

A. Crédits et prêts consentis par des non-résidents à des résidents :

- | | | |
|---------------------------------------|---|--|
| 1. A court terme (moins d'un an) : | } | a) le débiteur étant un éta- |
| 2. A moyen terme (de un à cinq ans) : | | blissement financier ; |
| 3. A long terme (cinq ans et plus) : | | b) le débiteur n'étant pas un établissement financier. |

B. Crédits et prêts consentis par des résidents à des non-résidents :

- | | | |
|---------------------------------------|---|---|
| 1. A court terme (moins d'un an) : | } | a) le créancier étant un éta- |
| 2. A moyen terme (de un à cinq ans) : | | blissement financier ; |
| 3. A long terme (cinq ans et plus) : | | b) le créancier n'étant pas un établissement financier. |

X. OPÉRATIONS SUR LES COMPTES OUVERTS
AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

A. Opérations effectuées par des non-résidents sur des comptes ouverts auprès d'établissements résidents :

- | | | |
|---------------------------|---|---|
| 1. En monnaie nationale : | } | a) le titulaire du compte étant un établissement financier ; |
| 2. En monnaie étrangère : | | b) le titulaire du compte n'étant pas un établissement financier. |

B. Opérations effectuées par des résidents sur des comptes ouverts auprès d'établissements non résidents :

- | | | |
|---------------------------|---|---|
| 1. En monnaie nationale : | } | a) le titulaire du compte étant un établissement financier ; |
| 2. En monnaie étrangère : | | b) le titulaire du compte n'étant pas un établissement financier. |

1. Autres que les crédits et prêts visés par les Sections I, II, VIII ou XI de la Liste générale.

IX. CRÉDITS ET PRÊTS FINANCIERS

- A. Crédits et prêts consentis par des non-résidents à des résidents :
1. A court terme (moins d'un an) :
 2. A moyen terme (de un à cinq ans) :
 3. A long terme (cinq ans et plus) :
- a) le débiteur étant un établissement financier ;
- b) le débiteur n'étant pas un établissement financier.
- B. Crédits et prêts consentis par des résidents à des non-résidents :
1. A court terme (moins d'un an) :
 2. A moyen terme (de un à cinq ans) :
 3. A long terme (cinq ans et plus) :
- a) le créancier étant un établissement financier ;
- b) le créancier n'étant pas un établissement financier.

X. OPÉRATIONS SUR LES COMPTES OUVERTS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

- A. Opérations effectuées par des non-résidents sur des comptes ouverts auprès d'établissements résidents :
1. En monnaie nationale ;
 2. En monnaie étrangère ;
- a) le titulaire du compte étant un établissement financier ;
- b) le titulaire du compte n'étant pas un établissement financier.
- B. Opérations effectuées par des résidents sur des comptes ouverts auprès d'établissements non résidents :
1. En monnaie nationale ;
 2. En monnaie étrangère ;
- a) le titulaire du compte étant un établissement financier ;
- b) le titulaire du compte n'étant pas un établissement financier.

XI. MOUVEMENTS DE CAPITAUX DE CARACTÈRE PERSONNEL

- A. Prêts.
- B. Dons et dotations.
- C. Dots.
- D. Successions et legs.
- E. Règlement de dettes par des immigrants dans leur pays d'origine.
- F. Avoirs d'émigrants.
- G. Jeux.
- H. Economies des travailleurs non-résidents.

XII. ASSURANCE-VIE

- A. Contrats entraînant des transferts de capitaux entre un assureur non résident et un bénéficiaire résident.
- B. Contrats entraînant des transferts de capitaux entre un assureur résident et un bénéficiaire non-résident.

XIII. CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

- A. Par des non-résidents en faveur de résidents.
- B. Par des résidents en faveur de non-résidents.

XIV. MOUVEMENTS MATÉRIELS DE CAPITAUX

- A. Valeurs et autres titres de propriété d'avoirs en capital :
 - 1. Importation.
 - 2. Exportation.
- B. Or non industriel¹ :
 - 1. Importation.
 - 2. Exportation.

1. L'or a été inclus dans la présente Liste pour qu'elle soit complète. Toutefois étant donné la position spéciale de ce métal dans le système monétaire mondial, il ne faut pas entendre par là que les mouvements internationaux d'or font partie des rubriques qui devraient être libérées.

XI MOUVEMENTS DE CAPITAUX DE CARACTÈRE PERSONNEL

- A. Prêts
- B. Dons et donations
- C. Dons
- D. Successions et legs
- E. Règlement de dettes par des émigrants dans leur pays d'origine
- F. Avois d'émigrants
- G. Jeux
- H. Économies des navailleurs non-résidents

XII ASSURANCE-VIE

- A. Contrats entraînant des transferts de capitaux entre un assureur non résident et un bénéficiaire résident
- B. Contrats entraînant des transferts de capitaux entre un assureur résident et un bénéficiaire non-résident

XIII CAUTIONNEMENTS ET GARANTIES

- A. Par des non-résidents en faveur de résidents
- B. Par des résidents en faveur de non-résidents

XIV MOUVEMENTS MATÉRIELS DE CAPITAUX

- A. Valeurs et autres titres de propriété d'avois en capital:
 - 1. Importation
 - 2. Exportation
- B. Or non industriel:
 - 1. Importation
 - 2. Exportation

1. L'or a été inclus dans le présent liste pour qu'elle soit complète. Toutefois, étant donné la position spéciale de ce métal dans le système monétaire mondial, il ne faut pas confondre par là ces mouvements internationaux d'or avec ceux des lingettes qui devraient être listés.

TABLE OF CONTENTS

PREAMBLE

Part I

UNDERTAKINGS WITH REGARD TO CAPITAL MOVEMENTS

- Article 1. General Undertakings
2. Measures of Liberalisation
3. Public Order and Security
4. Obligations in Existing Multilateral International Agreements
5. Controls and Formalities
6. Execution of Transfers
7. Clauses of Derogation
8. Right to Benefit from Measures of Liberalisation
9. Non-discrimination
10. Exceptions to the Principle of Non-Discrimination – Special Customs or Monetary Systems

Part II

PROCEDURE

- Article 11. Notification and Information from Members
12. Notification and Examination of Reservations lodged under Article 2 (b)
13. Notification and Examination of Derogations made under Article 7
14. Examination of Derogations made in accordance with Article 7 – Members in the process of economic development
15. Special Report and Examination concerning Derogations made under Article 7
16. Reference to the Organisation – Internal Arrangements
17. Reference to the Organisation – Retention, Introduction or Re-introduction of Restrictions

Part III

TERMS OF REFERENCE

- Article 18. Committee on Capital Movements and Invisible Transactions – General Tasks
19. Committee on Capital Movements and Invisible Transactions – Special Tasks
20. Payments Committee

TABLE OF CONTENTS

PREAMBLE

Part I

UNDERTAKINGS WITH REGARD TO CAPITAL MOVEMENTS

1	Article	General Undertakings
2		Measures of Liberalization
3		Public Order and Security
4		Obligations in Existing Multilateral International Agreements
5		Controls and Formalities
6		Execution of Transfers
7		Causes of Derogation
8		Right to Benefit from Measures of Liberalization
9		Non-discrimination
10		Exceptions to the Principle of Non-Discrimination - Special Customs or Monetary Systems

Part II

PROCEDURE

11	Article	Notification and Information from Members
12		Notification and Examination of Reservations lodged under Article 7 (b)
13		Notification and Examination of Derogations made under Article 7
14		Examination of Derogations made in accordance with Article 7 - Members in the process of economic development
15		Special Report and Examination concerning Derogations made under Article 7
16		Reference to the Organization - Internal Arrangements
17		Reference to the Organization - Retention, Introduction or Re-introduction of Restrictions

Part III

TERMS OF REFERENCE

18	Article	Committee on Capital Movements and Invisibles Transactions - General Tasks
19		Committee on Capital Movements and Invisibles Transactions - Special Tasks
20		Payments Committee

Part IV
MISCELLANEOUS

- Article 21. Definitions
- 22. Title of Decision
- 23. Withdrawal

Annex A

- Liberalisation Lists of Capital Movements.....
- List A.....
- List B.....

Excerpt from Annex B

Canadian Reservations to the Code of Liberalisation of Capital Movements and Notes concerning Payments Channels.....

Annex C

Decision of the Council regarding the application of the provisions of the Code of Liberalisation of Capital Movements to action taken by States of the United States.....

Not reprinted in this publication.....

Annex D

General List of international capital movements and certain related Operations.....

Annex E

Decision of the Council regarding measures and practices concerning reciprocity and/or involving discrimination among investors originating in various OECD Member countries in the area of inward direct investment and establishment.....

Not reprinted in this publication.....

Part IV
MISCELLANEOUS

Article 21. Definitions	21
22. Title of Decision	22
23. Withdrawal	23

Annex A

Liberalisation Index of Capital Movements	
List A	
List B	

Excerpt from Annex B

Canadian Reservations to the Code of Liberalisation of Capital Movements and Notes concerning Payments Channels	
---	--

Annex C

Decision of the Council regarding the application of the provisions of the Code of Liberalisation of Capital Movements to action taken by States of the United States	
Not reprinted in this publication	

Annex D

General List of international capital movements and certain related operations	
---	--

Annex E

Decision of the Council regarding measures and practices concerning reciprocity and/or involving discrimination among investors originating in various OECD Member countries in the area of inward direct investment and establishment	
Not reprinted in this publication	

PART I

UNDERTAKINGS WITH REGARD
TO CAPITAL MOVEMENTS

Article 1

GENERAL UNDERTAKINGS

- a.* Members shall progressively abolish between one another, in accordance with the provisions of Article 2, restrictions on movements of capital to the extent necessary for effective economic co-operation. Measures designed to eliminate such restrictions are hereinafter called "measures of liberalisation".
- b.* Members shall, in particular, endeavour:
- i)* to treat all non-resident-owned assets in the same way irrespective of the date of their formation, and
 - ii)* to permit the liquidation of all non-resident owned assets and the transfer of such assets or of their liquidation proceeds.
- c.* Members should use their best offices to ensure that the measures of liberalisation are applied within their overseas territories.
- d.* Members shall endeavour to extend the measures of liberalisation to all members of the International Monetary Fund.
- e.* Members shall endeavour to avoid introducing any new exchange restrictions on the movements of capital or the use of non-resident-owned funds and shall endeavour to avoid making existing regulations more restrictive.

Article 2

MEASURES OF LIBERALISATION

- a.* Subject to the provisions of paragraph (b)(iv), Members shall grant any authorisation required for the conclusion or execution of transactions and for transfers specified in an item set out in List A or List B of Annex A to this Code.

PART I
 UNDERTAKINGS WITH REGARD
 TO CAPITAL MOVEMENTS

Article 1
 GENERAL UNDERTAKINGS

- a. Members shall progressively abolish between one another, in accordance with the provisions of Article 2, restrictions on movements of capital to the extent necessary for effective economic co-operation. Measures designed to eliminate such restrictions are hereinafter called "measures of liberalisation".
- b. Members shall, in particular, endeavour:
- i) to treat all non-resident-owned assets in the same way irrespective of the date of their formation, and
 - ii) to permit the liquidation of all non-resident owned assets and the transfer of such assets or of their liquidation proceeds.
- c. Members should use their best efforts to ensure that the measures of liberalisation are applied within their overseas territories.
- d. Members shall endeavour to extend the measures of liberalisation to all members of the International Monetary Fund.
- e. Members shall endeavour to avoid introducing any new exchange restrictions on the movements of capital or the use of non-resident-owned funds and shall endeavour to avoid making existing regulations more restrictive.

Article 2
 MEASURES OF LIBERALISATION

- a. Subject to the provisions of paragraph (b)(v), Members shall grant any authorisation required for the conclusion or execution of transactions and for transfers specified in an item set out in List A or List B of Annex A to this Code.

b. A Member may lodge reservations relating to the obligations resulting from paragraph (a) when:

- i) an item is added to List A of Annex A to this Code;
- ii) obligations relating to an item in that List are extended;
- iii) obligations relating to any such item begin to apply to that Member; or
- iv) at any time, in respect of an item in List B.

Reservations shall be set out in Annex B to the Code.

c. Whenever the liquidation proceeds of non-resident-owned assets may be transferred, the right of transfer shall include any appreciation of the original assets.

d. Whenever existing regulations or international agreements permit loans between residents of different Members otherwise than by issuing marketable domestic securities or by using, in the country in which the borrower resides, funds the transfer of which is restricted, the repayment obligation may be expressed or guaranteed in the currency of either of the two Members concerned.

Article 3

PUBLIC ORDER AND SECURITY

The provisions of this Code shall not prevent a Member from taking action which it considers necessary for:

- i) the maintenance of public order or the protection of public health, morals and safety;
- ii) the protection of its essential security interests;
- iii) the fulfilment of its obligations relating to international peace and security.

Article 4

OBLIGATIONS IN EXISTING MULTILATERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS

Nothing in this Code shall be regarded as altering the obligations undertaken by a Member as a Signatory of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund or other existing multilateral international agreements.

Article 5

CONTROLS AND FORMALITIES

a. The measures of liberalisation provided for in this Code shall not limit the powers of Members to verify the authenticity of transactions or transfers

- b. A Member may lodge reservations relating to the obligations resulting from paragraph (a) when:
 - (i) an item is added to List A of Annex A to this Code;
 - (ii) obligations relating to an item in that List are extended;
 - (iii) obligations relating to any such item begin to apply to that Member; or
 - (iv) at any time, in respect of an item in List B.

Reservations shall be set out in Annex B to the Code.

c. Whenever the liquidation proceeds of non-resident-owned assets may be transferred, the right of transfer shall include any appreciation of the original assets.

d. Whenever existing regulations or international agreements permit loans between residents of different Members otherwise than by issuing marketable domestic securities or by using, in the country in which the borrower resides, funds the transfer of which is restricted, the repayment obligation may be expressed or guaranteed in the currency of either of the two Members concerned.

Article 3

PUBLIC ORDER AND SECURITY

The provisions of this Code shall not prevent a Member from taking action which it considers necessary for:

- (i) the maintenance of public order or the protection of public health, morals and safety;
- (ii) the protection of its essential security interests;
- (iii) the fulfilment of its obligations relating to international peace and security.

Article 4

OBIGATIONS IN EXISTING MULTILATERAL INTERNATIONAL AGREEMENTS

Nothing in this Code shall be regarded as altering the obligations undertaken by a Member as a signatory of the Articles of Agreement of the International Monetary Fund or other existing multilateral international agreements.

Article 5

CONTROLS AND FORMALITIES

a. The measure of liberalisation provided for in this Code shall not limit the powers of Members to verify the authenticity of transaction or transfer

nor to take any measures required to prevent evasion of their laws or regulations.

b. Members shall simplify as much as possible all formalities connected with the authorisation or verification of transactions or transfers and shall co-operate, if necessary, to attain such simplification.

Article 6

EXECUTION OF TRANSFERS

A Member shall be deemed to have complied with its obligations as regards transfers whenever a transfer may be made:

- i)* between persons entitled, by the exchange regulations of the State from which and of the State to which the transfer is to be made, respectively, to make and/or to receive the said transfer;
- ii)* in accordance with international agreements in force at the time the transfer is to be made; and
- iii)* in accordance with the monetary arrangements in force between the State from which and the State to which the transfer is to be made.

Article 7

CLAUSES OF DEROGATION

a. If its economic and financial situation justifies such a course, a Member need not take the whole of the measures of liberalisation provided for in Article 2 (*a*).

b. If any measures of liberalisation taken or maintained in accordance with the provisions of Article 2 (*a*) result in serious economic and financial disturbance in the Member State concerned, that Member may withdraw those measures.

c. If the overall balance of payments of a Member develops adversely at a rate and in circumstances, including the state of its monetary reserves, which it considers serious, that Member may temporarily suspend the application of measures of liberalisation taken or maintained in accordance with the provisions of Article 2 (*a*).

d. However, a Member invoking paragraph (*c*) shall endeavour to ensure that its measures of liberalisation:

- i)* cover, twelve months after it has invoked that paragraph, to a reasonable extent, having regard to the need for advancing towards the objective defined in sub-paragraph (*ii*), transactions and transfers which the Member must authorise in accordance with Article 2 (*a*) and the authorisation of which it has suspended, since it invoked paragraph (*c*); and
- ii)* comply, eighteen months after it has invoked that paragraph, with its obligations under Article 2 (*a*).

not to take any measures required to prevent evasion of their laws or regulations.

b. Members shall simplify as much as possible all formalities connected with the authorization or verification of transactions or transfers and shall co-operate, if necessary, to attain such simplification.

Article 6
EXECUTION OF TRANSFERS

A Member shall be deemed to have complied with its obligations as regards transfers whenever a transfer may be made:

- 1) between persons entitled, by the exchange regulations of the State from which and of the State to which the transfer is to be made, respectively, to make and/or to receive the said transfer;
- 2) in accordance with international agreements in force at the time the transfer is to be made; and
- 3) in accordance with the monetary arrangements in force between the State from which and the State to which the transfer is to be made.

Article 7
CLAUSES OF DEROGATION

a. If its economic and financial situation justifies such a course, a Member need not take the whole of the measures of liberalization provided for in Article 2 (a).

b. If any measures of liberalization taken or maintained in accordance with the provisions of Article 2 (a) result in serious economic and financial disturbances in the Member State concerned, that Member may withdraw those measures.

c. If the overall balance of payments of a Member develops adversely at a rate and in circumstances, including the state of its monetary reserves, which it considers serious, that Member may temporarily suspend the application of measures of liberalization taken or maintained in accordance with the provisions of Article 2 (a).

d. However, a Member invoking paragraph (c) shall endeavor to ensure that its measures of liberalization:

- 1) cover, twelve months after it has invoked that paragraph, to a reasonable extent, having regard to the need for advancing towards the objective defined in sub-paragraph (b), transactions and transfers which the Member must authorize in accordance with Article 2 (a) and the authorization of which it has suspended, since it invoked paragraph (c); and
- 2) comply, eighteen months after it has invoked that paragraph, with its obligations under Article 2 (a).

e. Any Member invoking the provisions of this Article shall do so in such a way as to avoid unnecessary damage which bears especially on the financial or economic interests of another Member and, in particular, shall avoid any discrimination between other Members.

Article 8

RIGHT TO BENEFIT FROM MEASURES OF LIBERALISATION

Any Member lodging a reservation under Article 2 (b) or invoking the provisions of Article 7 shall, nevertheless, benefit from the measures of liberalisation taken by other Members, provided it has complied with the procedure laid down in Article 12 or Article 13 as the case may be.

Article 9

NON-DISCRIMINATION

A Member shall not discriminate as between other Members in authorising the conclusion and execution of transactions and transfers which are listed in Annex A and which are subject to any degree of liberalisation.

Article 10

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF NON-DISCRIMINATION SPECIAL CUSTOMS OR MONETARY SYSTEMS

Members forming part of a special customs or monetary system may apply to one another, in addition to measures of liberalisation taken in accordance with the provisions of Article 2 (a), other measures of liberalisation without extending them to other Members. Members forming part of such a system shall inform the Organisation of its membership and those of its provisions which have a bearing on this Code.

Any Member invoking the provisions of this Article shall do so in such a way as to avoid unnecessary damage which bears especially on the financial or economic interests of another Member and, in particular, shall avoid any discrimination between other Members.

Article 8

RIGHT TO BENEFIT FROM MEASURES OF LIBERALIZATION

Any Member lodging a reservation under Article 2 (b) or invoking the provisions of Article 7 shall, nevertheless benefit from the measures of liberalization taken by other Members, provided it has complied with the procedure laid down in Article 12 or Article 13 as the case may be.

Article 9

NON-DISCRIMINATION

A Member shall not discriminate as between other Members in applying the conditions and execution of transactions and transfers which are listed in Annex A and which are subject to any degree of liberalization.

Article 10

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF NON-DISCRIMINATION
SPECIAL CUSTOMS OR MONETARY SYSTEMS

Members forming part of a special customs or monetary system may apply to one another, in addition to measures of liberalization taken in accordance with the provisions of Article 2 (a), other measures of liberalization without extending them to other Members. Members forming part of such a system shall inform the Organization of its membership and those of its provisions which have a bearing on this Code.

C. Moyens de paiements :

1. Importation.
2. Exportation.

XV. CESSION DE FONDS BLOQUÉS APPARTENANT A DES NON-RÉSIDENTS**A. Transferts de fonds bloqués.****B. Utilisation de fonds bloqués dans le pays considéré :**

1. Pour des opérations en capital.
2. Pour des paiements courants.

C. Cession de fonds bloqués entre non-résidents.

- C. Moyens de paiements :
 - 1. Importation.
 - 2. Exportation.

XV. CESSION DE FONDS BLOQUÉS APPARTENANT A DES NON-RÉSIDENTS

- A. Transferts de fonds bloqués.
- B. Utilisation de fonds bloqués dans le pays considéré :
 - 1. Pour des opérations en capital.
 - 2. Pour des paiements courants.
- C. Cession de fonds bloqués entre non-résidents.

PART II

PROCEDURE

Article 11

NOTIFICATION AND INFORMATION FROM MEMBERS

- a.* Members shall notify the Organisation, within the periods which the latter may determine, of the measures of liberalisation which they have taken and of any other measures which have a bearing on this Code, as well as of any modifications of such measures.
- b.* Members shall notify the Organisation forthwith of any cases in which they have by virtue of remark (ii) against Section I of List A of Annex A to this Code imposed restrictions on specific transactions or transfers relating to direct investments and shall state their reasons for doing so.
- c.* Members shall submit to the Organisation, at intervals determined by the Organisation, but of no more than eighteen months, information concerning:
- i)* any channels, other than official channels, through which transfers are made, and any rates of exchange applying to such transfers, if they are different from the official rates of exchange;
 - ii)* any security money markets and any premiums or discounts in relation to official rates of exchange prevailing therein.
- d.* The Organisation shall consider the notifications submitted to it in accordance with the provisions of paragraphs (a), (b) and (c) with a view to determining whether each Member is complying with its obligations under this Code.

Article 12

NOTIFICATION AND EXAMINATION
OF RESERVATIONS LODGED UNDER ARTICLE 2 (b)

- a.* Each Member lodging a reservation in respect of an item specified in List B of Annex A to the Code shall forthwith notify the Organisation of its reasons therefor.
- b.* Each Member shall notify the Organisation, within a period to be determined by the Organisation, whether it desires to maintain any reservation lodged by it in respect of an item specified in List A or List B of Annex A to this Code, and if so, state its reasons therefor.

PART II
PROCEDURE

Article 11

NOTIFICATION AND INFORMATION FROM MEMBERS

- a. Members shall notify the Organisation, within the periods which the latter may determine, of the measures of liberalisation which they have taken and of any other measures which have a bearing on this Code, as well as of any modifications of such measures.
- b. Members shall notify the Organisation forthwith of any cases in which they have by virtue of remark (ii) against Section I of List A of Annex A to this Code imposed restrictions on specific transactions or transfers relating to direct investments and shall state their reasons for doing so.
- c. Members shall submit to the Organisation, at intervals determined by the Organisation, but of no more than eighteen months, information concerning:
 - (i) any channels, other than official channels, through which transfers are made, and any rates of exchange applying to such transfers, if they are different from the official rates of exchange;
 - (ii) any security money markets and any premiums or discounts in relation to official rates of exchange prevailing therein.
- d. The Organisation shall consider the notifications submitted to it in accordance with the provisions of paragraphs (a), (b) and (c) with a view to determining whether each Member is complying with its obligations under this Code.

Article 12

NOTIFICATION AND EXAMINATION
OF RESERVATIONS LODGED UNDER ARTICLE 3 (a)

- a. Each Member lodging a reservation in respect of an item specified in List B of Annex A to the Code shall forthwith notify the Organisation of its reasons therefor.
- b. Each Member shall notify the Organisation, within a period to be determined by the Organisation, whether it desires to maintain any reservation lodged by it in respect of an item specified in List A or List B of Annex A to this Code, and if so, state its reasons therefor.

c. The Organisation shall examine each reservation lodged by a Member in respect of an item specified in:

- i) List A at intervals of not more than eighteen months;
- ii) List B within six months of notification, and at intervals of not more than eighteen months thereafter;

unless the Council decides otherwise.

d. The examinations provided for in paragraph (c) shall be directed to making suitable proposals designed to assist Members to withdraw their reservations.

Article 13

NOTIFICATION AND EXAMINATION OF DEROGATIONS MADE UNDER ARTICLE 7

a. Any Member invoking the provisions of Article 7 shall notify the Organisation forthwith of its action, together with its reasons therefor.

b. The Organisation shall consider the notification and reasons submitted to it in accordance with the provisions of paragraph (a) with a view to determining whether the Member concerned is justified in invoking the provisions of Article 7 and, in particular, whether it is complying with the provisions of paragraph (e) of that Article.

c. If the action taken by a Member in accordance with the provisions of Article 7 is not disapproved by the Organisation, that action shall be reconsidered by the Organisation every six months or, subject to the provisions of Article 15 on any other date which the latter may deem appropriate.

d. If, however, in the opinion of a Member other than the one which has invoked Article 7, the circumstances justifying the action taken by the latter in accordance with the provisions of that Article have changed, that other Member may at any time refer to the Organisation for reconsideration of the case at issue.

e. If the action taken by a Member in accordance with the provisions of paragraph (a), (b) or (c) of Article 7 has not been disapproved by the Organisation, then if that Member subsequently invokes paragraph (a), (b) or (c) of Article 7 of the Code of Liberalisation of Current Invisible Operations, or, having invoked one paragraph of Article 7 of this Code, invokes another paragraph of that Article, its case shall be reconsidered by the Organisation after six months have elapsed since the date of the previous consideration, or on any other date which the latter may deem appropriate. If another Member claims that the Member in question is failing to carry out its obligations under paragraph (e) of Article 7 of this Code or paragraph (e) of Article 7 of the Code of Liberalisation of Current Invisible Operations, the Organisation shall consider the case without delay.

f. i) If the Organisation, following its consideration in accordance with paragraph (b), determines that a Member is not justified in invoking the provisions of Article 7 or is not complying with the provisions of that Article, it shall remain in consultation with the Member concerned, with a view to restoring compliance with the Code.

- c. The Organisation shall examine each reservation lodged by a Member in respect of an item specified in:
 - i) List A at intervals of not more than eighteen months;
 - ii) List B within six months of notification, and at intervals of not more than eighteen months thereafter;
 unless the Council decides otherwise.
- d. The examinations provided for in paragraph (c) shall be directed to making suitable proposals designed to assist Members to withdraw their reservations.

**Article 13
NOTIFICATION AND EXAMINATION
OF DEROGATIONS MADE UNDER ARTICLE 7**

- a. Any Member invoking the provisions of Article 7 shall notify the Organisation forthwith of its action, together with its reasons therefor.
 - i. The Organisation shall consider the notification and reasons submitted to it in accordance with the provisions of paragraph (a) with a view to determining whether the Member concerned is justified in invoking the provisions of Article 7 and, in particular, whether it is complying with the provisions of paragraph (e) of that Article.
 - ii. If the action taken by a Member in accordance with the provisions of Article 7 is not disapproved by the Organisation, that action shall be reconsidered by the Organisation every six months or subject to the provisions of Article 15 on any other date which the latter may deem appropriate.
- b. If however, in the opinion of a Member other than the one which has invoked Article 7, the circumstances justifying the action taken by the latter in accordance with the provisions of that Article have changed, that other Member may at any time refer to the Organisation for reconsideration of the case at issue.
 - i. If the action taken by a Member in accordance with the provisions of paragraph (a), (b) or (c) of Article 7 has not been disapproved by the Organisation, then if that Member subsequently invokes paragraph (a), (b) or (c) of Article 7 of the Code of Liberation of Current Invisibles Operations, or having invoked one paragraph of Article 7 of this Code, invokes another paragraph of that Article, its case shall be reconsidered by the Organisation after six months have elapsed since the date of the previous consideration, or on any other date which the latter may deem appropriate. If another Member claims that the Member in question is failing to carry out its obligations under paragraph (e) of Article 7 of this Code or paragraph (b) of Article 7 of the Code of Liberation of Current Invisibles Operations, the Organisation shall consider the case without delay.
 - ii. If the Organisation, following its consideration in accordance with paragraph (b), determines that a Member is not justified in invoking the provisions of Article 7 or is not complying with the provisions of that Article, it shall remain in consultation with the Member concerned, with a view to restoring compliance with the Code.

- ii) If, after a reasonable period of time, that Member continues to invoke the provisions of Article 7, the Organisation shall reconsider the matter. If the Organisation is then unable to determine that the Member concerned is justified in invoking the provisions of Article 7 or is complying with the provisions of that Article, the situation of that Member shall be examined at a session of the Council convened by its Chairman for this purpose, unless the Organisation decides on some other procedure.

Article 14

EXAMINATION OF DEROGATIONS MADE IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 7 MEMBERS IN PROCESS OF ECONOMIC DEVELOPMENT

- a. In examining the case of any Member which it considers to be in the process of economic development and which has invoked the provisions of Article 7 the Organisation shall have special regard to the effect that the economic development of the Member has upon its ability to carry out its obligations under paragraph (a) of Articles 1 and 2.
- b. In order to reconcile the obligations of the Member concerned under paragraph (a) of Article 2 with the requirements of its economic development, the Organisation may grant that Member a special dispensation from those obligations.

Article 15

SPECIAL REPORT AND EXAMINATION CONCERNING DEROGATIONS MADE UNDER ARTICLE 7

- a. A Member invoking the provisions of paragraph (c) of Article 7 shall report to the Organisation, within ten months after such invocation, on the measures of liberalisation it has restored or proposes to restore in order to attain the objective determined in sub-paragraph (d) (i) of Article 7. The Member shall, if it continues to invoke these provisions, report to the Organisation again on the same subject—but with reference to the objective determined in sub-paragraph (d) (ii) of Article 7—within sixteen months after such invocation.
- b. If the Member considers that it will not be able to attain the objective, it shall indicate its reasons in its report and, in addition, shall state:
- i) what internal measures it has taken to restore its economic equilibrium and what results have already been attained, and
 - ii) what further internal measures it proposes to take and what additional period it considers it will need in order to attain the objective determined in sub-paragraph (d) (i) or (d) (ii) of Article 7.
- c. In cases referred to in paragraph (b), the Organisation shall consider within a period of twelve months, and, if required, of eighteen months from the date on which the Member invoked the provisions of paragraph (c) of Article 7, whether the situation of that Member appears to justify its failure to attain the objective determined in sub-paragraph (d) (i) or (d) (ii) of

ii) If, after a reasonable period of time, that Member continues to invoke the provisions of Article 7, the Organisation shall reconsider the matter. If the Organisation is then unable to determine that the Member concerned is justified in invoking the provisions of Article 7 or is complying with the provisions of that Article, the situation of that Member shall be examined at a session of the Council convened by its Chairman for this purpose, unless the Organisation decides on some other procedure.

Article 14

EXAMINATION OF DEROGATIONS MADE IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 7 MEMBERS IN PROCESS OF ECONOMIC DEVELOPMENT

- a. In examining the case of any Member which it considers to be in the process of economic development and which has invoked the provisions of Article 7 the Organisation shall have special regard to the effect that the economic development of the Member has upon its ability to carry out its obligations under paragraph (a) of Article 1 and 2.
- b. In order to reconcile the obligations of the Member concerned under paragraph (a) of Article 2 with the requirements of its economic development, the Organisation may grant that Member a special dispensation from those obligations.

Article 13

SPECIAL REPORT AND EXAMINATION CONCERNING DEROGATIONS MADE UNDER ARTICLE 7

- a. A Member invoking the provisions of paragraph (a) of Article 7 shall report to the Organisation, within ten months after such invocation, on the measures of liberalisation it has restored or proposes to restore in order to attain the objective determined in sub-paragraph (a) (i) of Article 7. The Member shall, if it continues to invoke these provisions, report to the Organisation again on the same subject—but with reference to the objective determined in sub-paragraph (a) (ii) of Article 7—within sixteen months after such invocation.
- b. If the Member considers that it will not be able to attain the objective, it shall indicate its reasons in its report and, in addition, shall state:
- what internal measures it has taken to restore its economic equilibrium and what results have already been attained and
 - what further internal measures it proposes to take and what additional period it considers it will need in order to attain the objective determined in sub-paragraph (a) (i) or (a) (ii) of Article 7.

c. In cases referred to in paragraph (b), the Organisation shall consider within a period of twelve months, and, if required, of eighteen months from the date on which the Member invoked the provisions of paragraph (a) of Article 7, whether the situation of that Member appears to justify its failure to attain the objective determined in sub-paragraph (a) (i) or (a) (ii) of

Article 7 and whether the measures taken or envisaged and the period considered by it as necessary for attaining the objective determined, appear acceptable in the light of the objectives of the Organisation in the commercial and financial fields.

d. If a Member invokes the provisions of both paragraph (c) of Article 7 of this Code and paragraph (c) of Article 7 of the Code of Liberalisation of Current Invisible Operations the periods of twelve and eighteen months referred to in paragraph (c) shall run from the date of the earlier invocation.

e. If following any of the examinations provided for in paragraph (c) the Organisation is unable to approve the arguments advanced by the Member concerned in accordance with the provisions of paragraph (b) the situation of that Member shall be examined at a session of the Council convened by its Chairman for this purpose, unless the Organisation decides on some other procedure.

Article 16

REFERENCE TO THE ORGANISATION INTERNAL ARRANGEMENTS

a. If a Member considers that the measures of liberalisation taken or maintained by another Member, in accordance with Article 2 (a), are frustrated by internal arrangements likely to restrict the possibility of effecting transactions or transfers, and if it considers itself prejudiced by such arrangements, for instance because of their discriminatory effect, it may refer to the Organisation.

b. If, following the consideration of a matter referred to it under paragraph (a) the Organisation determines that internal arrangements introduced or maintained by the Member concerned have the effect of frustrating its measures of liberalisation, the Organisation may make suitable suggestions with regard to the removal or modification of such arrangements.

Article 17

REFERENCE TO THE ORGANISATION RETENTION, INTRODUCTION OR RE-INTRODUCTION OF RESTRICTIONS

a. If a Member considers that another Member which has not invoked the provisions of Article 7 has retained, introduced or re-introduced restrictions on capital movements or the use of non-resident-owned funds contrary to the provisions of Articles 1, 2, 9, or 10, and if it considers itself to be prejudiced thereby, it may refer to the Organisation.

b. The fact that the case is under consideration by the Organisation shall not preclude the Member which has referred to the Organisation from entering into bilateral conversations on the matter with the other Member concerned.

Article 7 and whether the measures taken or envisaged and the period con- sidered by it as necessary for attaining the objective determined, appear accep- table in the light of the objectives of the Organisation in the commercial and financial fields.

4. If a Member invokes the provisions of both paragraph (c) of Article 7 of this Code and paragraph (c) of Article 7 of the Code of Liberalisation of Current Invisibles Operations the periods of twelve and eighteen months referred to in paragraph (c) shall run from the date of the earlier invo- cation.

e. If following any of the examinations provided for in paragraph (c) the Organisation is unable to approve the arguments advanced by the Member concerned in accordance with the provisions of paragraph (b) the situation of that Member shall be examined at a session of the Council convened by its Chairman for this purpose, unless the Organisation decides on some other procedure.

Article 16
REFERENCE TO THE ORGANISATION
INTERNAL ARRANGEMENTS

a. If a Member considers that the measures of liberalisation taken or maintained by another Member, in accordance with Article 7 (a), are frustrated by internal arrangements likely to render the possibility of effecting transactions or transfers, and if it considers itself prejudiced by such arrange- ments, for instance because of their discriminatory effect, it may refer to the Organisation.

A. If following the consideration of a matter referred to it under paragraph (a) the Organisation determines that internal arrangements introduced or maintained by the Member concerned have the effect of frustrating its measures of liberalisation, the Organisation may make suitable suggestions with regard to the removal or modification of such arrangements.

Article 17
REFERENCE TO THE ORGANISATION
RETENTION, INTRODUCTION OR RE-INTRODUCTION
OF RESTRICTIONS

a. If a Member considers that another Member which has not invoked the provisions of Article 7 has retained, introduced or re-introduced restrictions on capital movements or the use of non-reward-bank funds contrary to the provisions of Articles 7, 9, or 10, and if it considers itself to be prejudiced thereby, it may refer to the Organisation.

A. The fact that the case is under consideration by the Organisation shall not preclude the Member which has referred to the Organisation from entering into bilateral negotiations on the matter with the other Member.

PART III

TERMS OF REFERENCE

Article 18

COMMITTEE ON CAPITAL MOVEMENTS
AND INVISIBLE TRANSACTIONS GENERAL TASKS

- a.* The Committee on Capital Movements and Invisible Transactions shall consider all questions concerning the interpretation or implementation of the provisions of this Code or other Acts of the Council relating to the liberalisation of capital movements and the use of non-residents-owned funds and shall report its conclusions thereon to the Council as appropriate.
- b.* The Committee on Capital Movements and Invisible Transactions shall submit to the Council any appropriate proposals in connection with its tasks as defined in paragraph (*a*) and, in particular, with the extension of measures of liberalisation as provided in Article 1 of this Code.

Article 19

COMMITTEE ON CAPITAL MOVEMENTS
AND INVISIBLE TRANSACTIONS SPECIAL TASKS

- a.* The Committee on Capital Movements and Invisible Transactions shall:
- i)* determine the periods within which the information provided for in paragraphs (*a*) and (*c*) of Article 11 and the reasons provided for in paragraph (*b*) of Article 12 should be notified to the Organisation by the Membres concerned;
 - ii)* subject to paragraph (*c*) of this Article, consider, in conformity with paragraphs (*c*) and (*d*) of Article 12, each reservation notified to the Organisation in accordance with paragraphs (*a*) and (*b*) of that Article and make, where appropriate, suitable proposals designed to assist Members to withdraw their reservations;
 - iii)* determine, in accordance with the provisions of Article 12, the date on which any reservation should be re-examined, if the reservation has not been withdrawn in the meantime;
 - iv)* consider, in accordance with the provisions of paragraph (*d*) of Article 11, the notifications submitted to the Organisation;

PART III
TERMS OF REFERENCE

Article 18
COMMITTEE ON CAPITAL MOVEMENTS
AND INVISIBLE TRANSACTIONS GENERAL TASKS

- a. The Committee on Capital Movements and Invisible Transactions shall consider all questions concerning the interpretation or implementation of the provisions of this Code or other Acts of the Council relating to the liberalisation of capital movements and the use of non-resident-owned funds and shall report its conclusions thereon to the Council as appropriate.
- b. The Committee on Capital Movements and Invisible Transactions shall submit to the Council any appropriate proposals in connection with its tasks as defined in paragraph (a) and, in particular, with the extension of measures of liberalisation as provided in Article 1 of this Code.

Article 19
COMMITTEE ON CAPITAL MOVEMENTS
AND INVISIBLE TRANSACTIONS SPECIAL TASKS

- a. The Committee on Capital Movements and Invisible Transactions shall:
 - i) determine the periods within which the information provided for in paragraphs (a) and (c) of Article 11 and the reasons provided for in paragraph (b) of Article 12 should be notified to the Organisation by the Member concerned;
 - ii) subject to paragraph (c) of this Article, consider in conformity with paragraphs (c) and (d) of Article 12, each reservation notified to the Organisation in accordance with paragraph (a) and (b) of that Article and make, where appropriate, suitable proposals designed to assist Member to withdraw their reservations;
 - iii) determine, in accordance with the provisions of Article 12, the date on which any reservation should be re-examined, if the reservation has not been withdrawn in the meantime;
 - iv) consider, in accordance with the provisions of paragraph (d) of Article 11, the notifications submitted to the Organisation.

- v) consider reports and references submitted to the Organisation in accordance with the provisions of Article 13 or paragraphs (a) and (b) of Article 15 where a Member has invoked the provisions of Article 7, or submitted in accordance with the provisions of Article 16 or Article 17;
 - vi) determine the date on which the case of a Member which has invoked Article 7 should be reconsidered in accordance with the provisions of paragraph (c), paragraph (e) or paragraph (f) (ii) of Article 13;
 - vii) transmit to the United States Government, with any comments it considers appropriate, notifications received from Members in accordance with paragraph 2 (a) of the Decision in Annex C to the Code; and
 - viii) consider information received from the United States Government in accordance with paragraph 2 (b) of the Decision in Annex C to the Code.
- b. When examining the reservations notified in accordance with paragraph (b) of Article 12, the Committee may, at its discretion, consider together either all reservations made by the same Member or all reservations made in respect of the same item specified in Annex A to this Code.
- c. The Committee shall, however, not consider any reservations notified to the Organisation in accordance with paragraph (b) of Article 12 by a Member which, at the time of the examination in respect of the item subject to that reservation, is invoking the provisions of Article 7 or is enjoying a dispensation in accordance with paragraph (b) of Article 14.
- d. In the cases provided for in sub-paragraphs (ii), (iv), (v) and (viii) of paragraph (a), the Committee shall report to the Council, except in cases of notifications under Article 11 (b) on which the Committee shall report only if it considers this appropriate.
- e. The Committee shall, whenever it considers it necessary:
- i) consult other Committees of the Organisation on any questions relating to the liberalisation of capital movements; and, in particular,
 - ii) request other Committees of the Organisation to give their views on any questions relating to the balance of payments and the state of the monetary reserves of a Member.

Article 20

PAYMENTS COMMITTEE

Before they are considered by the Council, the Payments Committee shall:

- i) review the reports and proposals by the Committee on Capital Movements and Invisible Transaction made in accordance with the provisions of this Code; and
- ii) forward to the Council any comments thereon which it considers necessary.

- v) consider reports and references submitted to the Organisation in accordance with the provisions of Article 13 or paragraph (a) and (b) of Article 12 where a Member has invoked the provisions of Article 7, or submitted in accordance with the provisions of Article 16 or Article 17;
- vi) determine the date on which the case of a Member which has invoked Article 7 should be reconsidered in accordance with the provisions of paragraph (c), paragraph (e) or paragraph (f) (ii) of Article 13;
- vii) transmit to the United States Government, with any comment it considers appropriate, notifications received from Members in accordance with paragraph 2 (a) of the Decision in Annex C to the Code; and
- viii) consider information received from the United States Government in accordance with paragraph 2 (b) of the Decision in Annex C to the Code.

b. When examining the reservations notified in accordance with paragraph (b) of Article 12, the Committee may, at its discretion, consider together either all reservations made by the same Member or all reservations made in respect of the same item specified in Annex A to this Code.

c. The Committee shall, however, not consider any reservations notified to the Organisation in accordance with paragraph (b) of Article 12 by a Member which, at the time of the examination in respect of the item subject to that reservation, is invoking the provisions of Article 7 or is enjoying a dispensation in accordance with paragraph (b) of Article 14.

d. In the cases provided for in sub-paragraphs (ii), (iv), (v) and (viii) of paragraph (a), the Committee shall report to the Council, except in cases of notifications under Article 11 (b) on which the Committee shall report only if it considers this appropriate.

e. The Committee shall, whenever it considers it necessary:

- i) consult other Committees of the Organisation on any questions relating to the liberalisation of capital movements; and, in particular,
- ii) request other Committees of the Organisation to give their views on any questions relating to the balance of payments and the state of the monetary reserves of a Member.

Article 20
PAYMENTS COMMITTEE

Before they are considered by the Council, the Payments Committee shall:

- i) forward to the Council any common opinion which it considers the provisions of this Code; and
- ii) review the reports and proposals by the Committee on Capital Movements and Invisible Transactions made in accordance with the provisions of this Code; and

PART IV
MISCELLANEOUS

Article 21
DEFINITIONS

In this Code:

- i) "Blocked funds" shall mean funds owned by residents of other Member States in accordance with the laws and regulations of the Member where the funds are held and blocked for balance of payments reasons;
- ii) "Collective investment securities" shall mean the share certificates, registry entries or other evidence of investor interest in an institution for collective investment which, irrespective of legal form, is organised for the purpose of managing investments in securities or in other assets, applies the principle of risk-spreading, issues its own securities to the public on demand either continuously or at frequent intervals and is required on the request of the holder to redeem such securities, directly or indirectly, within a specified period and at their net asset value;
- iii) "Domestic securities" shall mean securities issued or to be issued by a resident;
- iv) "Financial institutions" shall mean banks, savings banks, bodies which specialise in the granting of credits, insurance companies, building societies, investment companies, and other establishments of a similar nature;
- v) "Foreign securities" shall mean securities issued or to be issued by a non-resident;
- vi) "Member" shall mean a Member of the Organisation which adheres to this Code;
- vii) "Official channels" shall mean foreign exchange markets in which an officially established rate or officially established rates apply and in which spot transactions take place at rates which are free to fluctuate within the official margins;
- viii) "Recognised security market" shall mean a stock exchange or security market in a Member country (including an over-the-counter market organised by a recognised association of security dealers),
 - which is officially recognised in the country where it operates,
 - on which the public can buy and sell securities, and
 - on which dealings take place in accordance with fixed rules;

MISCELLANEOUS
PART IV

Article 21
DEFINITIONS

- In this Code:
- i) "Blocked funds" shall mean funds owned by residents of other Member States in accordance with the laws and regulations of the Member State where the funds are held and blocked for balance of payments reasons;
 - ii) "Collective investment securities" shall mean the share certificates, registry entries or other evidence of investor interest in an institution for collective investment which, irrespective of legal form, is organised for the purpose of managing investments in securities of its own assets, applies the principle of risk-spreading, issues its own securities to the public on demand either continuously or at frequent intervals and is required on the request of the holder to redeem such securities, directly or indirectly, within a specified period and at their net asset value;
 - iii) "Domestic securities" shall mean securities issued or to be issued by a resident;
 - iv) "Financial institutions" shall mean banks, savings banks, bodies which specialise in the granting of credits, insurance companies, building societies, investment companies, and other establishments of a similar nature;
 - v) "Foreign securities" shall mean securities issued or to be issued by a non-resident;
 - vi) "Member" shall mean a Member of the Organisation which adheres to this Code;
 - vii) "Official channels" shall mean foreign exchange markets in which an officially established rate or officially established rates apply and in which spot transactions take place at rates which are free to fluctuate within the official margins;
 - viii) "Recognised security market" shall mean a stock exchange or security market in a Member country (including an over-the-counter market organised by a recognised association of security dealers), which is officially recognised in the country where it operates, on which the public can buy and sell securities, and on which dealings take place in accordance with fixed rules;

- ix) Security dealing on a "spot basis" shall mean dealing with payment and delivery to be made immediately the transaction is concluded or on the next periodic settlement date of the stock exchange where the transaction takes place;
- x) "Securities quoted on a recognised security market" shall mean securities which have been granted an official quotation or are officially listed on such a market or for which dealing prices on such a market are published not less frequently than once a week;
- xi) "Unit of account" shall mean the sum in the national currency of a Member which is equal to a unit of value of special drawing rights as valued by the International Monetary Fund.

Article 22

TITLE OF DECISION

This Decision, referred to in the present text as the "Code", shall be known as the "Code of Liberalisation of Capital Movements".

Article 23

WITHDRAWAL

Any Member may withdraw from the Code by transmitting a notice in writing to the Secretary-General of the Organisation. The withdrawal shall become effective twelve months from the date on which such notice is received.

- (x) "Security dealing on a 'spot basis' shall mean dealing with payment and delivery to be made immediately the transaction is concluded or on the next periodic settlement date of the stock exchange where the transaction takes place;
- (x) "Securities quoted on a recognized security market" shall mean securities which have been granted an official quotation or are officially listed on such a market or for which dealing prices on such a market are published not less frequently than once a week;
- (x) "Unit of account" shall mean the sum in the national currency of a Member which is equal to a unit of value of special drawing rights as valued by the International Monetary Fund.

Article 22
TITLE OF DECISION

This Decision, referred to in the present text as the "Code", shall be known as the "Code of Liberalisation of Capital Movements".

Article 23
WITHDRAWAL

Any Member may withdraw from the Code by transmitting a notice in writing to the Secretary-General of the Organisation. The withdrawal shall become effective twelve months from the date on which such notice is received.

Annex A

LIBERALISATION LISTS OF CAPITAL MOVEMENTS

LIST A

I. DIRECT INVESTMENT

Investment for the purpose of establishing lasting economic relations with an undertaking such as, in particular, investments which give the possibility of exercising an effective influence on the management thereof:

A. In the country concerned by non-residents by means of:

1. creation or extension of a wholly-owned enterprise, subsidiary or branch, acquisition of full ownership of an existing enterprise;
2. participation in a new or existing enterprise;
3. a long-term loan (five years and longer).

B. Abroad by residents by means of:

1. creation or extension of a wholly-owned enterprise, subsidiary or branch, acquisition of full ownership of an existing enterprise;
2. participation in a new or existing enterprise;
3. a long-term loan (five years and longer).

Remarks: Transactions and transfers under A and B shall be free unless:

- i) *an investment is of a purely financial character designed only to gain for the investor indirect access to the money or financial market of another country; or*
- ii) *in view of the amount involved or of other factors a specific transaction or transfer would have an exceptionally detrimental effect on the interests of the Member concerned.*

The authorities of Members shall not maintain or introduce:

Regulations or practices applying to the granting of licences, concessions, or similar authorisations, including conditions or requirements attaching to such authorisations and affecting the operations of enterprises, that raise special barriers or limitations with respect to non-resident (as compared to resident) investors, and that have the intent or the effect of preventing or significantly impeding inward direct investment by non-residents.

II. LIQUIDATION OF DIRECT INVESTMENT

- A. Abroad by residents.
- B. In the country concerned by non-residents.

Remark: Transfers under B shall be free subject, in the case of investments by means of blocked funds, to the remark against Section XV/B1 in List A.

III. ADMISSION OF SECURITIES TO CAPITAL MARKETS¹

- A. Admission of domestic securities on a foreign capital market:
 - 1. (See List B).
 - 2. Introduction on a recognised foreign security market of:
 - a) shares and other securities of a participating nature;
 - b) bonds.
- B. Admission of foreign securities on the domestic capital market:
 - 1. (See List B).
 - 2. Introduction on a recognised domestic security market of:
 - a) shares and other securities of a participating nature;
 - b) bonds.

Remarks: Transactions and transfers under B 2 shall be free provided the securities concerned are introduced in a recognised security market of the country of issue.

The liberalisation obligations under B 2 are subject to the regulations of the security markets concerned.

The authorities of Members shall not maintain or introduce restrictions which discriminate against foreign securities.

- 1. Other than operations falling under Section V of the General List.

IV. BUYING AND SELLING OF SECURITIES¹

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. Purchase of securities quoted on a recognised security market:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - b) bonds.
2. Sale of securities quoted on a recognised security market:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - b) bonds.
3. (See List B).
4. (See List B).

B. Operations abroad by residents:

1. Purchase of securities quoted on a recognised security market:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - b) bonds.
2. Sale of securities quoted on a recognised security market:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - b) bonds.
3. (See List B).
4. (See List B).

Remarks: Transfers of sales proceeds under A 2 shall be free subject, in case of investments by means of blocked funds, to the remark against Section XV/B1.

Members shall have the power to lay down with regard to transactions and transfers under A and B that:

- i) *such transactions and transfers must be carried out through authorised resident agents;*
- ii) *in connection with such transactions and transfers residents may hold funds and securities only through the intermediary of such agents; and*
- iii) *purchases and sales may be contracted only on a spot basis.*

1. Other than operations falling under Section I, II, III or V of the General list.

V. BUYING AND SELLING OF COLLECTIVE INVESTMENT SECURITIES

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. Purchase of collective investment securities.
2. Sale of collective investment securities.

B. Operations abroad by residents:

1. Purchase of collective investment securities.
2. Sales of collective investment securities.

Remarks: Transfers of sales proceeds under A2 shall be free subject, in the case of investments by means of blocked funds, to the remark against Section XV/B1.

Members shall have the power:

- a) *with regard to transactions and transfers under A and B to lay down that:*
 - i) *such transactions and transfers must be carried out through authorised resident agents;*
 - ii) *in connection with such transactions and transfers residents may hold funds and securities only through the intermediary of such agents; and*
 - iii) *purchases and sales may be contracted only on a spot basis;*
- b) *with regard to transactions and transfers under A2, to take measures for the protection of investors, including the regulations of promotional activities, provided such measures do not discriminate against institutions for collective investment organised under the laws of any other Member country;*
- c) *with regard to transactions and transfers under B1, to regulate on their territory any promotional activities of foreign institutions for collective investment.*

VI. OPERATIONS IN REAL ESTATE¹

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. (See List B).
2. Sale.

B. Operations abroad by residents:

1. (See List B).
2. Sale.

1. Other than operations falling under Section I or II of the General List.

VIII. CREDITS DIRECTLY LINKED WITH INTERNATIONAL
COMMERCIAL TRANSACTIONS
OR WITH THE RENDERING OF INTERNATIONAL SERVICES

- i) In cases where a resident participates in the underlying commercial or service transaction.
- A. Credits granted by non-residents to residents on:
1. Short-term (less than one year);
 2. Medium-term (from one to five years).
- B. Credits granted by residents to non-residents on:
1. Short-term (less than one year);
 2. Medium-term (from one to five years).

Remark: Transactions and transfers under A and B shall be free provided they are in conformity with normal commercial practice.

XI. PERSONAL CAPITAL MOVEMENTS

- A. Family loans.
- B. Gifts and endowments.
- C. Dowries.
- D. Inheritances and legacies.

Remark: Transfers under D shall be free provided that the deceased was resident and the beneficiary non-resident at the time of the deceased's death.

- E. Settlement of debts in their country of origin by immigrants.
- F. Emigrants' assets.

Remark: Transfers under F shall be free upon emigration irrespective of the nationality of the emigrant.

- G. (See List B).
- H. Savings of non-resident workers.

VIII. CREDITS DIRECTLY LINKED WITH INTERNATIONAL
COMMERCIAL TRANSACTIONS
OR WITH THE RENDERING OF INTERNATIONAL SERVICES

§ In cases where a resident participates in the underlying commercial or service transaction.

A. Credits granted by non-residents to residents on:

1. Short-term (less than one year);
2. Medium-term (from one to five years).

B. Credits granted by residents to non-residents on:

1. Short-term (less than one year);
2. Medium-term (from one to five years).

Remark: Transactions and transfers under A and B shall be free provided they are in conformity with normal commercial practice.

XI. PERSONAL CAPITAL MOVEMENTS

- A. Family loans.
- B. Gifts and endowments.
- C. Dowries.
- D. Inheritance and legacies.

Remark: Transfers under D shall be free provided that the deceased was resident and the beneficiary non-resident at the time of the deceased's death.

- E. Settlement of debts in their country of origin by immigrants.
- F. Immigrants' assets.

Remark: Transfers under F shall be free upon emigration irrespective of the nationality of the emigrant.

- G. (See last B).
- H. Savings of non-resident workers.

XII. LIFE ASSURANCE

Capital transfers arising under life assurance contracts:¹

- A. Transfers of capital and annuities certain due to resident beneficiaries from non-resident insurers.
- B. Transfers of capital and annuities certain due to non-resident beneficiaries from resident insurers.

Remark: Transfers under A and B shall be free also in the case of contracts under which the persons from whom premiums are due or the beneficiaries to whom disbursements are due were residents of the same country as the insurer at the time of the conclusion of the contract but have changed their residence since.

XIII. SURETIES AND GUARANTEES

- A. By non-residents in favour of residents.
- B. By residents in favour of non-residents.

Remark: Transactions and transfers under A and B shall be free if they are directly related to international trade, international current invisible operations or international capital movement operations in which a resident participates and which do not require authorisation or have been authorised by the Member State concerned.

XIV. PHYSICAL MOVEMENT OF CAPITAL ASSETS

- A. Securities and other documents of title to capital assets:
 - 1. Import.
 - 2. Export.

Remark: In the case of residents the obligation to permit an export applies only to the export of foreign securities and then only on a temporary basis for administrative purposes.

1. Transfers of premiums and pensions and annuities, other than annuities certain, in connection with life assurance contracts are governed by the Code of Liberalisation of Current Invisible Operations (Item D/3). Transfers of whatever kind or size under other than life assurance contracts are always considered to be of a current nature and are consequently governed by the Current Invisibles Code.

XII. LIFE ASSURANCE

Capital transfers arising under life assurance contracts:

- A. Transfers of capital and annuities certain due to resident beneficiaries from non-resident insurers.
- B. Transfers of capital and annuities certain due to non-resident beneficiaries from resident insurers.

Remark: Transfers under A and B shall be free also in the case of contracts under which the persons from whom premiums are due or the beneficiaries to whom disbursements are due were residents of the same country as the insurer at the time of the conclusion of the contract but have changed their residence since.

XIII. SECURITIES AND GUARANTEES

- A. By non-residents in favour of residents.
- B. By residents in favour of non-residents.

Remark: Transfers and transfers under A and B shall be free if they are directly related to international trade, international current invisible operations or international capital movement operations in which a resident participates and which do not require authorisation or have been authorised by the Member State concerned.

XIV. PHYSICAL MOVEMENT OF CAPITAL ASSETS

- A. Securities and other documents of title to capital assets:
 - 1. Import.
 - 2. Export.

Remark: In the case of residents the obligation to permit an export applies only to the export of foreign securities and then only on a temporary basis for administrative purposes.

1. Transfers of premiums and pensions and annuities other than annuities certain in connection with life assurance contracts are governed by the Code of Liberalisation of Current Invisible Operations (Annex D). Transfers of interest and dividends under other than life assurance contracts are always considered to be of a current nature and are consequently governed by the Current Invisible Code.

XV. DISPOSAL OF NON-RESIDENT-OWNED BLOCKED FUNDS

A. Transfer of blocked funds.

Remarks: Transfers of blocked funds by their owners shall be free in cases of hardship.

Annual transfer of blocked funds by their owners within general limits or percentages of the total holdings to be determined by the Member States concerned shall be free. Such limits or percentages shall be uniform for all cases.

B. Use of blocked funds in the country concerned:

1. For operations of a capital nature.

Remark: The use of blocked funds for capital payments for account of the holder shall be free to the extent that the transaction does not require authorisation or is authorised for transferable funds by the Member States where the blocked funds are held. The general terms and conditions on which blocked funds may be so used shall be the same as those applying to transferable funds except that the Member State concerned shall have the right to re-impose the original status on such funds in case of liquidation within three years of any investment for which they have been used.

2. For current operations.

Remark: The use of blocked funds for current expenses for account of the holder for any non-commercial purpose shall be free.

C. Cession of blocked funds between non-residents.

XV. DISPOSAL OF NON-RESIDENT-OWNED BLOCKED FUNDS

A. Transfer of blocked funds.

Remark: Transfer of blocked funds by their owners shall be free in cases of hardship. Annual transfer of blocked funds by their owners within general limits or percentages of the total holdings to be determined by the Member States concerned shall be free. Such limits or percentages shall be uniform for all cases.

B. Use of blocked funds in the country concerned:

1. For operations of a capital nature.

Remark: The use of blocked funds for capital payments for account of the holder shall be free to the extent that the transaction does not require authorization or is authorized for transferable funds by the Member States where the blocked funds are held. The general terms and conditions on which blocked funds may be so used shall be the same as those applying to transferable funds except that the Member States concerned shall have the right to re-impose the original terms on such funds in case of liquidation within three years of any investment for which they have been used.

2. For current operations.

Remark: The use of blocked funds for current expenses for account of the holder for any non-commercial purpose shall be free.

C. Cession of blocked funds between non-residents.

LIST B

III. ADMISSION OF SECURITIES TO CAPITAL MARKETS¹

A. Admission of domestic securities on a foreign capital market:

1. Issue through placing or public sale of:

- a) shares or other securities of a participating nature;
- b) bonds.

2. (See List A).

B. Admission of foreign securities on the domestic capital market:

1. Issue through placing or public sale of:

- a) shares or other securities of a participating nature;
- b) bonds.

2. (See List A).

IV. BUYING AND SELLING OF SECURITIES²

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. (See List A).

2. (See List A).

3. Purchase of securities not quoted on a recognised security market:

- a) shares or other securities of a participating nature;
- b) bonds.

4. Sale of securities not quoted on a recognised security market:

- a) shares or other securities of a participating nature;
- b) bonds.

B. Operations abroad by residents:

1. (See List A).

2. (See List A).

1. Other than operations falling under Section V of the General List.
2. Other than operations falling under Section I, II, III or V of the General list.

3. Purchase of securities not quoted on a recognised security market:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - b) bonds.
4. Sale of securities not quoted on a recognised security market:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - b) bonds.

Remarks: Transfers and sales proceeds under A4 shall be free subject, in case of investments by means of blocked funds, to the remark against Section XV/B1.

Members shall have the power to lay down with regard to transactions and transfers under A and B that:

- i) *such transactions and transfers must be carried out through authorised resident agents;*
- ii) *in connection with such transactions and transfers residents may hold funds and securities only through the intermediary of such agents; and*
- iii) *purchases and sales may be contracted only on a spot basis.*

VI. OPERATIONS IN REAL ESTATE¹

- A. Operations in the country concerned by non-residents:
 1. Building or purchase.
 2. (See List A).
- B. Operations abroad by residents:
 1. Building or purchase.
 2. (See List A).

¹ Other than operations falling under Section I or II of the General List.

VIII. CREDITS DIRECTLY LINKED WITH INTERNATIONAL
COMMERCIAL TRANSACTIONS
OR WITH THE RENDERING OF INTERNATIONAL SERVICES

- ii) In cases where no resident participates in the underlying commercial or service transaction.

A. —

B. Credits granted by residents to non-residents on:

1. short-term (less than one year);
2. medium-term (from one to five years).

Remark: Transactions and transfers shall be free provided:

- i) *they are in conformity with normal commercial practice;*
- ii) *the credits are granted by a financial institution.*

IX. FINANCIAL CREDITS AND LOANS¹

A. Credits and loans granted by non-residents to residents on:

1. —
2. Medium-term (from one to five years):
 - a) The debtor being a financial institution.
 - b) —
3. Long-term (five years and longer):
 - a) The debtor being a financial institution.
 - b) —

B. Credits and loans granted by residents to non-residents on:

1. —
2. Medium-term (from one to five years):
 - a) The creditor being a financial institution.
 - b) —

1. Other than credits and loans falling under Sections I, II, VIII and XI in List A, or Section VIII in List B.

3. Long-term (five years and longer):
- a) The creditor being a financial institution.
 - b) —

XI. PERSONAL CAPITAL MOVEMENTS

A. to F. (See List A).

G. Gaming.

Remark: Transfers under G shall be free only in respect of winnings; the provision does not cover the stakes wagered.

H. (See List A).

II. NOTES CONCERNING PAYMENTS CHANNELS. None.

Excerpt from Annex B

I. RESERVATIONS

General remark: The Canadian authorities undertake to carry out the provisions of the Code to the fullest extent compatible with the constitutional system of Canada in that the latter provides that individual provinces may have jurisdiction to act with respect to certain matters under the purview of the Code. In particular, the authorities undertake to make every effort to ensure that measures for the liberalisation of capital movements are applied in their provinces; they will notify the Organisation of any measure taken by a province that would affect capital movements and, if necessary, they will bring to the attention of the provincial authorities any concerns expressed in this respect by a country subscribing to the Code.

*List A, Direct investment:
I/A

- In the country concerned by non-residents.

List A, Admission of securities to capital markets:
III/B2

- Introduction of foreign securities on a recognised domestic security market.

Remark: The reservation applies only to operations under provincial jurisdiction.

List B, Admission of securities to capital markets:
III/B1

- Issue of foreign securities on a domestic capital market.

Remark: The reservation applies only to operations under provincial jurisdiction.

List B, Operations in real estate:
VI/A1

- Building or purchase by non-residents.

II. NOTES CONCERNING PAYMENTS CHANNELS: None.

Excerpt from Annex B

I. RESERVATIONS

General remark: The Canadian authorities undertake to carry out the provisions of the Code to the fullest extent compatible with the constitutional system of Canada in that the latter provides that individual provinces may have jurisdiction to act with respect to certain matters under the purview of the Code. In particular, the authorities undertake to make every effort to ensure that measures for the liberalization of capital movements are applied in their provinces; they will notify the Organization of any measure taken by a province that would affect capital movements and, if necessary, they will bring to the attention of the provincial authorities any concerns expressed in this respect by a country subscribing to the Code.

*List A. Direct investment

I/A

- In the country concerned by non-residents.

Admission of securities to capital markets:

List A.

III/B2

- Introduction of foreign securities on a recognized domestic security market.

Remark: The reservation applies only to operations under provincial jurisdiction.

Admission of securities to capital markets:

List B.

III/B1

- Issue of foreign securities on a domestic capital market.

Remark: The reservation applies only to operations under provincial jurisdiction.

Operations in real estate:

List B.

VI/A1

- Building or purchase by non-residents.

II. NOTES CONCERNING PAYMENTS CHANNELS: None.

*Annex D***GENERAL LIST OF INTERNATIONAL
CAPITAL MOVEMENTS
AND CERTAIN RELATED OPERATIONS****INTRODUCTION**

The General List is an attempt to establish a comprehensive catalogue of non-governmental operations which involve the transfer of capital from one country to another. It also contains certain items concerning non-resident-owned blocked funds under which no such transfers take place but which are nevertheless closely related to the subject-matter of international capital movements for private account.

The List is intended to serve as basis for the lists of capital movements in Annex A to the Code of Liberalisation of Capital Movements of the OECD. It is not designed to deal with liberalisation as such and Members of the Organisation are called upon to assume obligations only with regard to the items included in that Annex.

The List enumerates *operations* which comprise *transactions* between residents of different countries as well as any capital *transfers* resulting directly therefrom and envisaged thereunder by the parties concerned. For example, the items covering the granting of credits or loans embody not only the initial transfer of the capital amounts in question but also their retransfer on the terms agreed; the items do not however cover retransfer of the principal on any other terms nor do they include consequential or accessory transfers like interest, the latter being considered current payments.

Certain international capital operations might be for account of one and the same person in which case they need not entail transactions between residents and non-residents, e.g. transfers of emigrants' assets, physical movements of capital assets, transfers of blocked funds.

All international capital movements have two distinct aspects: the capital export from one country and the corresponding capital import into another. The reactions of the countries concerned to one and the same operation may thus differ and the items in the List are designed to take this into account.

With certain modifications the List contains the same sections and covers the same substance as the Nomenclature of Capital Movements drawn up by the European Economic Community in 1960 and amended by the Second Directive of the Council of 18th December, 1962.

Annex D

GENERAL LIST OF INTERNATIONAL
CAPITAL MOVEMENTS
AND CERTAIN RELATED OPERATIONS

INTRODUCTION

The General List is an attempt to establish a comprehensive catalogue of non-governmental operations which involve the transfer of capital from one country to another. It also contains certain items concerning non-resident-owned blocked funds under which no such transfers take place but which are nevertheless closely related to the subject-matter of international capital movements for private account.

The List is intended to serve as basis for the lists of capital movements in Annex A to the Code of Liberalization of Capital Movements of the OECD. It is not designed to deal with liberalization as such and Members of the Organisation are called upon to assume obligations only with regard to the items included in that Annex.

The List enumerates operations which comprise transactions between residents of different countries as well as any capital transfer resulting directly therefrom and envisaged thereunder by the parties concerned. For example, the items covering the granting of credits or loans embody not only the initial transfer of the capital amount in question but also their transfers on the terms agreed; the items do not however cover transfers of the principal on any other terms nor do they include consequential or accessory transfers like interest, the latter being considered current payments.

Certain international capital operations might be for account of one and the same person in which case they need not entail transactions between residents and non-residents, e.g. transfers of earnings, assets, physical movements of capital assets, transfers of blocked funds.

All international capital movements have two distinct aspects: the capital export from one country and the corresponding capital import into another. The reactions of the countries concerned to one and the same operation may thus differ and the items in the List are designed to take this into account.

With certain modifications the List contains the same sections and covers the same substance as the Nomenclature of Capital Movements drawn up by the European Economic Community in 1960 and amended by the Second Directive of the Council of 18th December, 1967.

I. DIRECT INVESTMENT

Investment for the purpose of establishing lasting economic relations with an undertaking such as, in particular, investments which give the possibility of exercising an effective influence on the management thereof:

- A. In the country concerned by non-residents by means of:
 - 1. creation or extension of a wholly-owned enterprise, subsidiary or branch, acquisition of full ownership of an existing enterprise;
 - 2. participation in a new or existing enterprise;
 - 3. a long-term loan (five years and longer).
- B. Abroad by residents by means of:
 - 1. creation or extension of a wholly-owned enterprise, subsidiary or branch, acquisition of full ownership of an existing enterprise;
 - 2. participation in a new or existing enterprise;
 - 3. a long-term loan (five years and longer).

II. LIQUIDATION OF DIRECT INVESTMENT

- A. Abroad by residents.
- B. In the country concerned by non-residents.

III. ADMISSION OF SECURITIES TO CAPITAL MARKETS¹

- A. Admission of domestic securities on a foreign capital market:
 - 1. Issue through placing or public sale of:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - 2. Introduction on a recognised foreign security market of:
 - b) bonds.
- B. Admission of foreign securities on the domestic capital market:
 - 1. Issue through placing or public sale of:
 - a) shares or other securities of a participating nature;
 - 2. Introduction on a recognised domestic security market of:
 - b) bonds.

¹ Other than operations falling under Section V of the General List.

IV. BUYING AND SELLING OF SECURITIES¹

A. Operations in the country concerned by non-residents:

- | | | |
|---|---|--|
| 1. Purchase of securities quoted on a recognised security market: | } | a) shares or other securities of a participating nature; |
| 2. Sale of securities quoted on a recognised security market: | | |
| 3. Purchase of securities not quoted on a recognised security market: | | b) bonds. |
| 4. Sale of securities not quoted on a recognised security market: | | |

B. Operations abroad by residents:

- | | | |
|---|---|--|
| 1. Purchase of securities quoted on a recognised security market: | } | a) shares or other securities of a participating nature; |
| 2. Sale of securities quoted on a recognised security market: | | |
| 3. Purchase of securities not quoted on a recognised security market: | | b) bonds. |
| 4. Sale of securities not quoted on a recognised security market: | | |

V. BUYING AND SELLING OF COLLECTIVE INVESTMENT SECURITIES

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. Purchase.
2. Sale.

B. Operations abroad by residents:

1. Purchase.
2. Sale.

VI. OPERATIONS IN REAL ESTATE²

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. Building or purchase.
2. Sale.

1. Other than operations falling under Section I, II, III or V of the General List.
2. Other than operations falling under Section I or II of the General List.

IV. BUYING AND SELLING OF SECURITIES

A. Operations in the country concerned by non-residents:

- 1. Purchase of securities quoted on a recognised security market;
 - 2. Sale of securities quoted on a recognised security market;
 - 3. Purchase of securities not quoted on a recognised security market;
 - 4. Sale of securities not quoted on a recognised security market;
- a) shares or other securities of a participating nature;
- b) bonds.

B. Operations abroad by residents:

- 1. Purchase of securities quoted on a recognised security market;
 - 2. Sale of securities quoted on a recognised security market;
 - 3. Purchase of securities not quoted on a recognised security market;
 - 4. Sale of securities not quoted on a recognised security market;
- a) shares or other securities of a participating nature;
- b) bonds.

V. BUYING AND SELLING OF COLLECTIVE INVESTMENT SECURITIES

A. Operations in the country concerned by non-residents:

- 1. Purchase.
- 2. Sale.

B. Operations abroad by residents:

- 1. Purchase.
- 2. Sale.

VI. OPERATIONS IN REAL ESTATE

A. Operations in the country concerned by non-residents:

- 1. Building or purchase.
- 2. Sale.

1. Other than operations falling under Section I, II, III or V of the General Law.
 2. Other than operations falling under Section I or II of the General Law.

B. Operations abroad by residents:

1. Building or purchase.
2. Sale.

VII. BUYING AND SELLING OF SHORT-TERM TREASURY BILLS
AND OTHER SHORT-TERM SECURITIES NORMALLY DEALT
IN ON THE MONEY MARKET

A. Operations in the country concerned by non-residents:

1. Purchase.
2. Sale.

B. Operations abroad by residents:

1. Purchase.
 - a) the buyer being a financial institution;
 - b) the buyer not being a financial institution.
2. Sale.

VIII. CREDITS DIRECTLY LINKED
WITH INTERNATIONAL COMMERCIAL TRANSACTIONS
OR WITH THE RENDERING OF INTERNATIONAL SERVICES

- i) In cases where a resident participates in the underlying commercial or service transaction.
- ii) In cases where no resident participates in the underlying commercial or service transaction.

A. Credits granted by non-residents to residents on:

1. Short-term (less than one year).
2. Medium-term (from one to five years).
3. Long-term (five years and longer).

B. Credits granted by residents to non-residents on:

1. Short-term (less than one year).
2. Medium-term (from one to five years).
3. Long-term (five years and longer).

IX. FINANCIAL CREDITS AND LOANS¹

A. Credits and loans granted by non-residents to residents on:

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Short-term (less than one year): | } | a) the debtor being a financial institution; |
| 2. Medium-term (from one to five years): | | b) the debtor not being a financial institution. |
| 3. Long-term (five years and longer): | | |

B. Credits and loans granted by residents to non-residents on:

- | | | |
|--|---|--|
| 1. Short-term (less than one year): | } | a) the creditor being a financial institution; |
| 2. Medium-term (from one to five years): | | b) the creditor not being a financial institution. |
| 3. Long-term (five years and longer): | | |

X. OPERATION OF ACCOUNTS WITH CREDIT INSTITUTIONS

A. Operations by non-residents of accounts with resident institutions:

- | | | |
|--------------------------|---|--|
| 1. In domestic currency: | } | a) the account holder being a financial institution; |
| 2. In foreign currency: | | b) the account holder not being a financial institution. |

B. Operations by residents of accounts with non-resident institutions:

- | | | |
|--------------------------|---|--|
| 1. In domestic currency: | } | a) the account holder being a financial institution; |
| 2. In foreign currency: | | b) the account holder not being a financial institution. |

XI. PERSONAL CAPITAL MOVEMENTS

A. Loans.

B. Gifts and endowments.

¹ Other than credits and loans falling under Section I, II, VIII or XI of the General List.

IX. FINANCIAL CREDITS AND LOANS

- A. Credits and loans granted by non-residents to residents on:
1. Short-term (less than one year);
 2. Medium-term (from one to five years);
 3. Long-term (five years and longer).
- a) the debtor being a financial institution;
- b) the debtor not being a financial institution.
- B. Credits and loans granted by residents to non-residents on:
1. Short-term (less than one year);
 2. Medium-term (from one to five years);
 3. Long-term (five years and longer).
- a) the creditor being a financial institution;
- b) the creditor not being a financial institution.

X. OPERATION OF ACCOUNTS WITH CREDIT INSTITUTIONS

- A. Operations by non-residents of accounts with resident institutions:
1. In domestic currency;
 2. In foreign currency;
- a) the account holder being a financial institution;
- b) the account holder not being a financial institution.
- B. Operations by residents of accounts with non-resident institutions:
1. In domestic currency;
 2. In foreign currency;
- a) the account holder being a financial institution;
- b) the account holder not being a financial institution.

XI. PERSONAL CAPITAL MOVEMENTS

- A. Loans
- B. Gifts and endowments

- C. Dowries.
- D. Inheritances and legacies.
- E. Settlement of debts in their country of origin by immigrants.
- F. Emigrants' assets.
- G. Gaming.
- H. Savings of non-resident workers.

XII. LIFE ASSURANCE

- A. Contracts involving capital transfers from non-resident insurers to resident beneficiaries.
- B. Contracts involving capital transfers from resident insurers to non-resident beneficiaries.

XIII. SURETIES AND GUARANTEES

- A. By non-residents in favour of residents.
- B. By residents in favour of non-residents.

XIV. PHYSICAL MOVEMENT OF CAPITAL ASSETS

- A. Securities and other documents of title to capital assets:
 - 1. Import.
 - 2. Export.
- B. Non-industrial gold¹:
 - 1. Import.
 - 2. Export.
- C. Means of payment:
 - 1. Import.
 - 2. Export.

1. Gold is included in the present List for the sake of completeness. Given its special position in the world monetary system it is not thereby implied that the international movement of gold is among the items which should be liberalised.

- C. Dowers.
- D. Inheritance and legacies.
- E. Settlement of debts in their country of origin by immigrants.
- F. Emigrants' assets.
- G. Gaming.
- H. Savings of non-resident workers.

XII. LIFE ASSURANCE

- A. Contracts involving capital transfers from non-resident insurers to resident beneficiaries.
- B. Contracts involving capital transfers from resident insurers to non-resident beneficiaries.

XIII. EXCHANGES AND GUARANTEES

- A. By non-residents in favour of residents.
- B. By residents in favour of non-residents.

XIV. PHYSICAL MOVEMENT OF CAPITAL ASSETS

- A. Securities and other documents of title to capital assets:
 - 1. Import.
 - 2. Export.
- B. Non-industrial gold¹:
 - 1. Import.
 - 2. Export.
- C. Means of payment:
 - 1. Import.
 - 2. Export.

1. Gold is included in the present list for the sake of comparison. Given its special position in the world monetary system it is not thought proper that the international movement of gold is among the items which should be liberalised.

XV. DISPOSAL OF NON-RESIDENT-OWNED BLOCKED FUNDS

- A. Transfer of blocked funds.**
- B. Use of blocked funds in the country concerned:**
 - 1. For operations of a capital nature.**
 - 2. For current operations.**
- C. Cession of blocked funds between non-residents.**



3 5036 20092701 3

XV. DISPOSAL OF NON-R.

- A. Transfer of blocked funds.
- B. Use of blocked funds in the county concerned:
 - 1. For operations of a capital nature.
 - 2. For current operations.
- C. Cession of blocked funds between non-residents.